



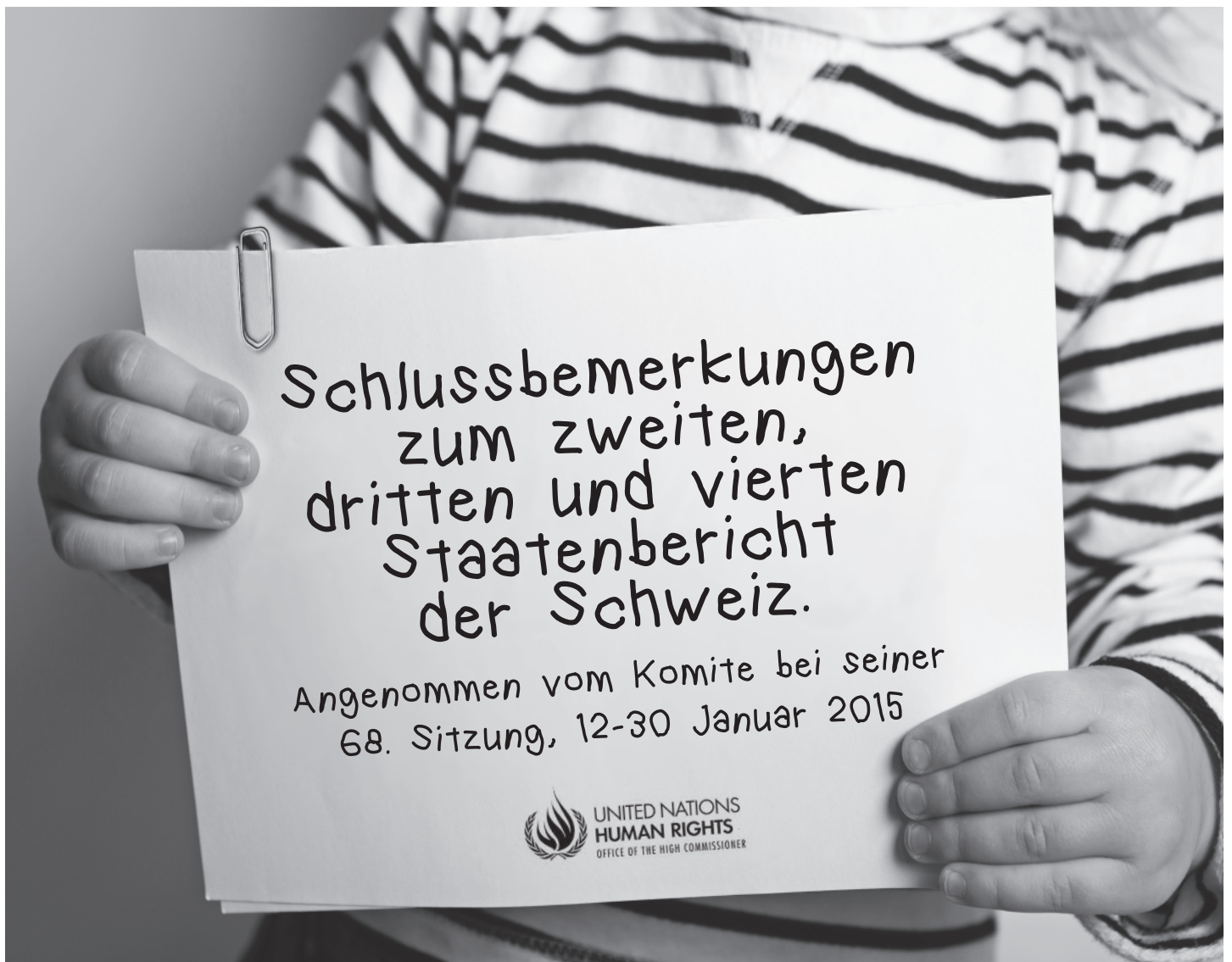
Bulletin

Bulletin Suisse des Droits de l'enfant - Schweizer Bulletin der Kinderrechte

Dans ce
numéro:

Sommaire complet page 3
Inhaltsverzeichnis Seite 3

- | | |
|-------|--|
| p. 6 | 30 ^e session du Conseil des droits de l'Homme |
| p. 7 | La Fondation Défense des Enfants International |
| p. 8 | L'étude globale sur les enfants privés de liberté |
| p. 10 | Schweizer Stimmbevölkerung ist klar für Vaterschaftsurlaub |



EDITORIAL

A plusieurs reprises, dans le Bulletin, nous avons abordé une situation difficile que vivent les enfants qui, à leur naissance présentent un état intermédiaire entre les rôles traditionnels des sexes : féminin ou masculin. Selon différentes cultures, le troisième sexe peut désigner un état entre l'homme et la femme ou une appartenance simultanée aux deux sexes.

Historiquement, on trouve des références très anciennes décrivant l'existence d'un troisième genre. Pourtant, ce n'est que tout récemment que des pays ont adopté une loi permettant aux enfants nés intersexués d'être enregistrés comme de sexe indéterminé, notamment en Allemagne, en Australie et en France.

Au printemps 2015, la Suisse, s'est engagée contre la discrimination des personnes transgenres en s'associant à deux événements majeurs dans la lutte contre la discrimination des personnes transgenres. Le

PAR DANNIELLE PLISSON
Secrétaire générale

29 avril 2015, le Conseil fédéral a décidé d'approuver la Déclaration d'intention de La Valette, élaborée en marge de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Quelques jours plus tôt, les quatre membres suisses à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avaient aussi donné leur aval à une résolution historique, la première consacrée entièrement aux droits humains des personnes transgenres, et avaient ainsi participé à son adoption. Pour Transgender Network Switzerland (TGNS), cette dernière résolution «constitue un jalon important pour les droits des personnes transgenres en Europe, en tant que soutien le plus important et le plus étendu à ce jour». On peut saluer, ainsi, l'engagement de la Confédération, alors que la situation en Suisse est loin d'être parfaite.

Cependant, il est bon de souligner que ni la Déclaration de la Valette, ni la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'ont de portée contraignante. Elles vont cependant toutes deux dans la même direction et appellent les États à agir contre la discrimination des personnes trans.

Notre dossier central est constitué de 8 pages en allemand afin de présenter les observations finales concernant les deuxième à quatrième rapports périodiques de la Suisse au Comité des droits de l'enfant, comme nous l'avions déjà fait dans notre Bulletin de septembre en français.

Enfin, nous avons donné la parole au Président de Défense des Enfants-International, Benoit van Keirsbilck, afin qu'il vous informe d'une décision importante prise dans le but de renforcer notre mouvement : la création d'une Fondation d'utilité publique. Celle-ci est en train

d'être formellement établie en vertu de la loi belge, avec le nom de «Défense des Enfants International-Service Mondial (DEI-SM)» [Defence for Children International-World Service].

Le principal objectif de cette Fondation est de soutenir les efforts de collecte de fonds menés par le Secrétariat International (SI) et par DEI en général. En outre, la Fondation réalisera également des activités de lobbying et de plaidoyer au niveau des institutions européennes (à savoir l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, principalement). La Fondation sera opérationnelle une fois que le processus d'enregistrement officiel sera finalisé. Elle sera temporairement accueillie dans les locaux de DEI-Belgique, jusqu'à ce qu'elle ait les moyens d'être autonome. Initialement, lors de sa phase de démarrage, la Fondation sera dirigée par un stagiaire expérimenté qui sera supervisé par le Président. DEI-SM sera un organe subsidiaire du Secrétariat international (SI) et, en tant que tel, strictement lié au Mouvement DEI. ■

EDITORIAL

In diesem Bulletin ging es wiederholt um die schwierige Situation von Kindern, die bei ihrer Geburt weder eindeutig dem einen noch dem anderen traditionellen Geschlecht zuzuordnen sind. Je nach Kultur kann das dritte Geschlecht einen Zustand zwischen weiblich und männlich bezeichnen oder eine Zugehörigkeit zu beiden Geschlechtern gleichzeitig.

Es gibt bereits historische Quellen, die von der Existenz eines dritten Geschlechts zeugen. Jedoch wurden erst kürzlich Gesetze in Deutschland, Australien und Frankreich erlassen, die es möglich machen, dass das Geschlecht intersexueller geborener Kinder als unbestimmt gelten darf.

Im Frühjahr 2015 hat sich die Schweiz gegen die Diskriminierung von Transgendern eingesetzt, indem es zwei bedeutende Ereignisse unterstützt hat. Am 29. April 2015 hat der Bundesrat beschlossen, die im Rahmen des Internationalen Tages gegen Homophobie und Transphobie verfasste Absichtserklärung von Valletta anzunehmen. Einige Tage zuvor hatten die vier Schweizer Mitglieder der Parlamentarischen Versammlung des Europarats eine historische Resolution unterstützt, die sich erstmals direkt den Menschenrechten von Transgendern widmet, und so dazu beigetragen, dass diese angenommen werden konnte. Für das Transgender Network Switzerland (TGNS) ist diese Resolution „ein Meilenstein für die Rechte von Transgendern in Europa und stellt die grösste und umfassendste Unterstützung dar, die es je gab“. Man kann also das Engagement der Eidgenossenschaft nur loben, auch wenn die Lage in der Schweiz noch einiges zu wünschen übrig lässt.

Es muss jedoch erwähnt werden, dass weder die Erklärung von Valletta noch die Resolution der Parlamentarischen Versammlung verbindlich sind. Dennoch sind sie ein Schritt in die richtige Richtung, denn sie fordern die Staaten dazu auf, gegen Diskriminierung von Transgendern aktiv zu werden.

Unser zentrales Dossier umfasst acht Seiten in deutscher Sprache. Hier werden die abschliessenden Bemerkungen hinsichtlich des zweiten bis vierten periodischen Berichts der Schweiz an den Kinderrechtsausschuss vorgestellt, die bereits in der Septemberausgabe des Bulletins auf Französisch erschienen sind.

Schliesslich erteilen wir dem Präsidenten von Défense des Enfants-International, Benoit van Keirsbilck, das Wort, der uns über eine für unsere Bewegung wichtige Entscheidung informiert: die Gründung einer gemeinnützigen Stiftung. Das Gründungsverfahren nach belgischem Recht läuft bereits, und die Stiftung wird den offiziellen Namen „Défense des Enfants International-Service Mondial (DEI-SM)“ [Defence for Children International-World Service] tragen.

Hauptziel dieser Stiftung ist es, das Internationale Sekretariat (SI) und DEI generell beim Sammeln von Spenden zu unterstützen. Darüber hinaus wird die Stiftung Aufgaben im Bereich Lobbyarbeit und Advocacy bei den europäischen Institutionen wahrnehmen (insbesondere Europäische Union und Europarat). Sobald die Formalitäten zur Registrierung abgeschlossen sind, kann die Stiftung ihre Arbeit aufnehmen. Bis sie über eigene Mittel verfügt, wird sie in den Räumen von DEI-Belgien untergebracht sein. Die Leitung übernimmt in der Anfangsphase ein erfahrener Praktikant in enger Rücksprache mit dem Präsidenten. Als untergeordnetes Gremium des Internationalen Sekretariats (SI) ist DEI-SM unmittelbar an die DEI-Bewegung gebunden.

Übersetzung Katrin Meyberg



IMPRESSUM

**BULLETIN SUISSE DES DROITS DE L'ENFANT
SCHWEIZER BULLETIN DES KINDERRECHTE**

RÉDACTRICE RESPONSABLE

LEITENDE REDAKTEURIN

Dannielle Plisson

ONT CONTRIBUÉ À CETTE ÉDITION

BEITRÄGE DIESER AUSGABE VON

Ileana Bello, Noah Charpenne,
Sarah Charpenne, Amélie Évéquoz,
Dieter et Bernadette Legat,
Katrín Meyberg, Anna D. Tomasi.

TRADUCTIONS

ÜBERSETZUNGEN

Katrín Meyberg

MISE EN PAGE

Stephan Boillat

1224 Chêne-Bougeries

IMPRESSION

Coprint

1228 Plan-les-Ouates

Les abonnements se font par volume.
Chaque volume est constitué de
4 numéros (ou de 2 numéros simples et
1 numéro double) correspondant à une
année. Toute personne qui s'abonne en
cours d'année recevra automatiquement
tous les numéros de l'année en cours.

Prix du numéro :

CHF 15.–

Abonnement annuel :

CHF 65.–/an (frais d'envoi inclus)

DEI-SUISSE :

CP 618 - CH-1212 Grand-Lancy

Tél. + Fax : [+ 41 22] 740 11 32 et 771 41 17

E-mail : dei@dei.ch

Site internet : www.dei.ch

CCP 12-10020-5

La Section Suisse de Défense des Enfants-
International est une organisation non
gouvernementale dont le but principal est
la promotion et la défense des droits de
l'enfant.

Le chanteur Henri Dès en est le président
depuis 1985.

Défense des Enfants-International est
un mouvement mondial formé par
48 sections nationales et 20 membres
associés répartis sur tous les continents.
Fondée en 1979, l'organisation possède le
statut consultatif auprès de l'ONU (ECOSOC),
de l'UNICEF, de l'UNESCO et du Conseil de
l'Europe. Son secrétariat international est
basé à Genève.

Couverture: © iStockphoto

SOMMAIRE

p. 2 Editorial (Français - Deutsch)

INTERNATIONAL - NATIONS UNIES

p. 4 PAKISTAN - Shafqat Hussain a été exécuté

p. 4 REPUBLIQUE DOMINICAINE - Des enfants rapatriés à la
frontière sans leurs parents

EUROPE

p. 5 ANGLETERRE - Un ex-évêque condamné pour abus sexuels

p. 6 FRANCE - Ni homme, ni femme, une personne obtient le droit
d'être de "sexe neutre"

NOUVELLES DU MOUVEMENT

p. 6 La 30^e session du Conseil des droits de l'Homme

p. 7 Mise en place de la Fondation Défense des Enfants
International à Bruxelles

p. 8 L'étude Globale sur les Enfants Privés de Liberté

DOSSIER

S. I-VIII Schlussbemerkungen zum zweiten, dritten und vierten
Staatenbericht der Schweiz

DROITS DE L'ENFANT EN SUISSE

p. 9 La population votante suisse est clairement en faveur du
congé paternité

S. 10 Schweizer Stimmbevölkerung ist klar für einen
Vaterschaftsurlaub

p. 10 Comité contre la torture 55^e session

p. 11 L'interdiction explicite des châtiments corporels est superflue

S. 11 Bundesrat will es nicht verbieten Eltern dürfen Kinder weiter
ohrfeigen

JUSTICE JUVENILE

p. 12 Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des
avocats

A NE PAS MANQUER!

p. 12 Journée européenne pour la protection des enfants contre
l'exploitation et les abus sexuels

INTERNATIONAL - NATIONS UNIES

PAKISTAN

SHAFQAT HUSSEIN A ÉTÉ EXÉCUTÉ

LE PAKISTAN A PENDU LE 4 AOÛT 2015 SHAFQAT HUSSAIN, SYMBOLE DE L'OPPOSITION À LA REPRISSE DES EXÉCUTIONS AU PAYS CAR CONDAMNÉ À MORT À «L'ADOLESCENCE», S'INDIGNANT SES AVOCATS, ET AU TERME D'UNE PROCÉDURE NE RESPECTANT PAS LES «NORMES INTERNATIONALES» D'APRÈS L'ONU.

Au lendemain du raid des talibans contre une école de Peshawar (nord-ouest) qui avait fait 154 morts en décembre, le Pakistan avait recommencé à exécuter les condamnés à mort, y compris ceux n'ayant aucun lien avec des mouvements considérés comme «terroristes».

L'ONU, l'Union européenne (UE) et des organisations de défense des droits de l'Homme avaient aussitôt fustigé cette nouvelle politique, ce qui n'a pas empêché depuis le gouvernement de faire pendre environ 180 condamnés à mort parmi les 8 000 qui croupissent dans les geôles pakistanaises.

Issu d'une famille pauvre du Cachemire (nord-est), Shafqat Hussain n'avait aucun lien avec le carnage taliban de Peshawar, mais son cas était devenu emblématique des limites de la politique d'exécution du gouvernement dans un pays où les «confessions» sont parfois arrachées de force aux suspects, qui n'ont d'ailleurs souvent pas de papier d'identité pour prouver leur âge réel.

Condamné à mort il y a une décennie pour le meurtre d'un garçon de sept ans à Karachi, métropole du sud du pays, Shafqat Hussain avait plaidé son innocence et soutenu avoir «fait des aveux» après des jours de torture policière.

En appel, ses nouveaux avocats avaient plaidé en vain qu'il était mineur au moment des faits reprochés et donc qu'il ne pouvait être pendu, la loi et les traités internationaux ratifiés par le Pakistan lui interdisant l'exécution de personnes reconnues coupables de crimes avant leurs 18 ans.

Mais si les autorités pakistanaises refusaient de rouvrir l'enquête, elles respectaient toutefois un moratoire qui empêchait la pendaison du jeune homme. Mais après le

raid de Peshawar, le Pakistan a levé son moratoire et le destin de Shafqat Hussain a basculé.

Allégations de torture

Des organisations de défense des droits de l'Homme ont mené une vaste campagne pour le sauver, tandis que des diplomates européens ont évoqué son cas au sommet de l'Etat en pensant avoir un atout particulier en main.



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Des enfants rapatriés à la frontière sans leurs parents

DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS S'INQUIÈTENT POUR LE RESPECT DES DROITS DES ENFANTS HAÏTIENS LORS DES RAPATRIEMENTS DES SANS-PAPIERS DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Des institutions étatiques et de la société civile qui se regroupent autour une structure de concertation dénommée Groupe de Travail pour la Protection de l'Enfant (GTPE), ne cessent de signaler des cas de violation des droits des enfants à la frontière de Ouanaminthe (du côté d'Haïti) et Dajabón (du côté dominicain), la répétition de certains cas et l'imminence de l'aggravation de la situation. Malgré tout, aucune mesure n'est à signaler de la part des autorités concernées.



Depuis le début des rapatriements officiels, le 15 août 2015 à la frontière de Ouanaminthe, au moins six enfants, sur une quarantaine, sont rapatriés sans leurs parents, signale le bureau régional du département du Nord-Est de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherche (IBESR).

Ces enfants se font arrêtés en pleine rue et embaqués sur le champ dans les bus de l'immigration dominicaine sans que leurs parents ne sont pas informés.

Le GTPE appelle les gouvernements des deux pays à tout mettre en œuvre pour garantir les droits fondamentaux des enfants et à protéger ces derniers contre toutes les formes d'abus qu'ils sont sujets lors des rapatriements.



C'est que le Pakistan avait obtenu l'an dernier de l'UE le statut de GSP+, lui permettant de vendre son textile sans droit de douane sur le vieux Continent en échange d'engagements en matière de respect des droits de l'Homme, une politique européenne qui a permis d'augmenter d'un milliard de dollars ses exportations.

A l'hiver, face à la fronde, les autorités pakistanaises avaient finalement accepté d'enquêter sur l'âge réel de Shafqat Hussain au moment des faits, sans toutefois se pencher sur les allégations de torture.

Au terme d'une enquête du Bureau fédéral des investigations (FIA), les autorités ont soutenu qu'il était majeur au moment des faits et ce, en dépit de son certificat de naissance présenté par ses avocats selon lequel il était bien mineur. Un groupe d'experts de l'ONU a conclu que son procès ne respectait pas «les normes internationales». Et dans un dernier effort, des responsables pakistanais ont tenté lundi de convaincre le président Mamnoon Hussain de

surseoir à son exécution. En vain. Shafqat Hussain a été exécuté au petit matin, une «dizaine de minutes avant la prière de l'aube» selon une source carcérale, après avoir passé une décennie dans les «couloirs de la mort» à craindre ce dernier réveil. Sa dépouille a été remise à ses frères sur place.

«Pourquoi ont-ils pendu mon frère, simplement parce que nous sommes pauvres», pleurait au Cachemire sa sœur Sumaira Bibi. Et sa mère, la vieille Makhni Begum d'enchaîner : «Mon fils était innocent... Nous ne pouvons plus rien faire, mais ceux qui l'ont tué devront faire face à Dieu au jour du jugement dernier». ■

EUROPE

ANGLETERRE

Un ex-évêque condamné pour abus sexuels

UN ANCIEN ÉVÊQUE BRITANNIQUE A ÉTÉ CONDAMNÉ MERCREDI À 32 MOIS DE PRISON POUR DES ABUS SEXUELS REMONTANT À PLUS DE VINGT ANS. IL AVAIT POURTANT BÉNÉFICIÉ À L'ÉPOQUE DU SOUTIEN D'HOMMES POLITIQUES ET DE MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE.

«Ce que vous avez fait représente l'antithèse de ce qu'on attend de quelqu'un dans ces fonctions», a déploré mercredi le juge. L'ancien évêque, aujourd'hui âgé de 83 ans, purgera la moitié de sa peine en prison avant d'être remis en liberté conditionnelle, a-t-il souligné.

Peter Ball avait plaidé coupable le mois dernier d'avoir abusé de 18 jeunes hommes entre 1977 et 1992 lorsqu'il était évêque de Lewes, au sud de l'Angleterre. Lors de son procès devant le tribunal de l'Old Bailey à Londres, on a appris qu'il avait notamment demandé à certaines de ses victimes de se déshabiller pour prier et qu'il avait menacé de les corriger ou de les fouetter.

Ami du prince Charles

On a appris aussi qu'il y a 22 ans, des ministres, des députés, des directeurs d'école et un membre de la famille royale étaient directement intervenus pour éviter à cet ami proche du prince Charles d'être inculpé dès 1993. L'Eglise d'Angleterre a fini par se saisir à nouveau du dossier en 2008, conduisant la police à ouvrir une enquête quatre ans plus tard. Peu après, la première victime qui était sortie du silence s'est suicidée, à l'âge de 39 ans.

L'Eglise d'Angleterre a présenté ses «excuses sans réserves». Lord George Carey, qui était l'archevêque de Cantorbéry à l'époque des faits, s'est également excusé au nom de l'Eglise mais a nié toute tentative d'étouffer l'affaire. «C'est faux», a-t-il insisté, mais il a admis que l'Eglise avait «laissé tomber trop de victimes par le passé et permis à des coupables de continuer à officier».

Douleur des victimes

Pour Richard Scorer, l'avocat de plusieurs victimes de Mgr Ball, «le fait d'avoir dû attendre aussi long-



temps pour le voir à la barre» représente «un authentique scandale». «Voir des membres haut placés dans le clergé et des figures de l'establishment, dont des députés, des ministres et des membres de la famille royale, prendre sa défense n'a fait qu'aggraver la souffrance des victimes, et renforcer l'impression qu'ils étaient abusés avec l'appui institutionnel de l'Eglise», a-t-il ajouté. ■ (ats/nxp)

FRANCE

Ni homme, ni femme, une personne obtient le droit d'être de «sexe neutre»



IL PORTE UN PRÉNOM MASCULIN DEPUIS 64 ANS. MAIS IL N'EST PAS UN «HOMME». PAS PLUS QU'UNE «FEMME» D'AILLEURS. UNE PERSONNE INTERSEXUÉE A OBTENU, EN JUSTICE, LE DROIT DE FAIRE APPOSER LA MENTION «SEXE : NEUTRE» SUR SON ÉTAT CIVIL. UNE PREMIÈRE EN EUROPE QUE LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE (TGI) DE TOURS (INDRE-ET-LOIRE) A ORDONNÉE DANS UN JUGEMENT RENDU LE 20 AOÛT 2015.

Née, selon son médecin, avec un «vagin rudimentaire», un «micropénis» mais pas de testicules, cette personne souffre d'avoir été mise dans la case masculine dès sa naissance. «A l'adolescence, j'ai compris que je n'étais pas un garçon. Je n'avais pas de barbe, mes muscles ne se renforçaient pas... confie-t-elle à 20 Minutes. En même temps, il m'était impossible de croire que j'allais devenir une femme. Il suffisait que je me regarde dans le miroir pour le savoir.»

Pour la première fois, une juridiction française a donc autorisé une personne à sortir du système binaire masculin/féminin en ordonnant à l'officier d'état civil de la mairie de Tours –où elle est a vu le jour en 1951– de modifier son acte de naissance. «Le sexe qui [lui] a été assigné à sa naissance apparaît comme une pure fiction (...) imposée durant toute son existence, écrit le magistrat dans son jugement que 20 Minutes a pu consulter. Il ne s'agit aucunement de reconnaître l'existence d'un quelconque «troisième sexe» mais de prendre acte de l'impossibilité de rattacher l'intéressé à tel ou tel sexe.» Craignant que «cette requête renvoie à un débat de société générant la reconnaissance d'un troisième genre», le parquet de Tours a fait appel du jugement. Si l'affaire sera donc plaidée, à nouveau, devant la cour d'appel d'Orléans, elle fait d'ores et déjà avancer la cause des personnes intersexuées qui luttent pour que leur existence soit reconnue dans la société. Toujours classée parmi les DSD (Disorders of sex development), l'intersexuation regroupe les personnes «dont les organes génitaux sont difficiles ou impossibles à définir selon les standards habituels». Elles représentent 1,7% de la population, selon l'étude référence sur le sujet qui a été menée par Anne Fausto-Sterling, professeure de biologie à l'université Brown (Rhode Island, États-Unis).

«La plupart des bébés nés intersexués sont encore aujourd'hui opérés dès la naissance, indique Mila Petkova, l'avocate qui, avec son confrère Benjamin Pitcho, a porté l'affaire devant le TGI de Tours. Pourtant, ces opérations n'ont pas d'intérêt thérapeutique. On privilégie donc non l'intérêt de l'enfant et son bien-être, mais plutôt celui des parents et de la société qui n'a prévu que deux cases, masculin et féminin. Au lieu d'abord de rassurer les parents et d'attendre que les enfants grandissent pour consentir ou non à ces opérations qui les concernent en premier lieu !»

En mai, Nils Muiznieks, Commissaire aux droits de l'Homme au sein du Conseil de l'Europe, s'est, lui aussi, ému de la situation dans un rapport. «En raison des préjugés, des nourrissons subissent des interventions chirurgicales et des traitements médicaux non nécessaires. Il est temps de s'atteler à résoudre cette situation inacceptable», écrivait-il.

«Cela fait 64 ans que je vis avec les deux sexes. Je suis la preuve que l'on peut avoir une existence sans subir d'opération mutilante. A condition que la société soit prête à l'accepter, indique la personne qui a obtenu la décision du TGI de Tours et qui souhaite garder l'anonymat. Aujourd'hui, j'ai enfin le sentiment d'être reconnu pour ce que je suis.»

NOUVELLES DU MOUVEMENT

DU 14 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 2015

LA 30^e SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

DEI A ACTIVEMENT PARTICIPÉ À LA 30^e SESSION, OÙ DE NOMBREUSES QUESTIONS PERTINENTES CONCERNANT LES ENFANTS ONT ÉTÉ ABORDÉES. CI-APRÈS, VOUS TROUVEREZ UN RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX THÈMES ET ACTIVITÉS.

JUSTICE DES ENFANTS

La résolution sur les droits de l'Homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs s'est portée sur l'incarcération excessive et la surpopulation. La résolution a également accueilli officiellement l'Étude Mondiale sur les Enfants Privés de Liberté et a appelé les États à «veiller à ce que, en vertu de leur législation et pratique, ni la peine capitale, ni l'emprisonnement à vie ne soient prononcés pour les infractions commises par des personnes de moins de 18 ans» et «de ne pas fixer l'âge minimum de la responsabilité pénale à un âge trop bas, compte tenu de la maturité affective, psychologique et intellectuelle de l'enfant». La résolution a également pris en compte les ob-

jectifs de développement durable, en particulier l'objectif de promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et d'assurer un accès égal à la justice pour tous.

ANNA D. TOMASI

Responsable Plaidoyer
Défense des Enfants International (DEI)

Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a présenté les principes fondamentaux des Nations Unies et les lignes directrices sur les recours et les procédures concernant les droits de toute personne privée de sa liberté d'introduire un recours devant un tribunal. Le document – auquel DEI a contribué activement à l'égard du Principe 18 sur les mesures spécifiques pour les enfants – vise à fournir des orientations aux États sur les principes fondamentaux sur lesquels devraient se fonder les lois et les procédures régissant les droits des personnes privées de liberté et sur les éléments requis pour l'exercice effectif de ces droits. DEI a prononcé une déclaration au cours du dialogue interactif avec le Groupe de Travail, expliquant que les enfants continuent d'être privés de liberté sans avoir la garantie de leurs droits procéduraux, et que dans de nombreux cas, la privation de liberté est restée une première option, plutôt qu'un dernier recours. DEI a réitéré que les meilleurs intérêts des enfants doivent toujours être primordiaux dans toute prise de décision.

DEI a co-organisé un événement parallèle sur la violence contre les enfants en détention (16 septembre), en collaboration avec Penal Reform International. L'événement visait à mettre en évidence la situation des enfants détenus illégalement et qui subissent des violences, dans les pays développés et en développement.

Anna Tomasi de DEI a déclaré que 60% des enfants sont retenus en détention provisoire. Le Bureau de la Représentante Spéciale sur la violence contre les enfants a déclaré que la détention (même pour leur protection) ne devrait pas être utilisée comme un substitut à la protection des enfants, car il a un impact dévastateur sur ces derniers.

DEI a présenté une déclaration commune sur la question de l'abaissement de l'âge minimum de la responsabilité pénale au Brésil. La déclaration – qui a été délivrée par l'Organisation mondiale contre la torture au cours du débat général sur le point 3 du CDH appelait au suivi de la récente réforme constitutionnelle sur la réduction de

Schlussbemerkungen zum zweiten, dritten und vierten Staatenbericht der Schweiz

I. EINLEITUNG

1. Der Ausschuss befasste sich am 21. und 22. Januar 2015 an seiner 1959. und 1961. Sitzung (siehe CRC/C/SR. 1959 und 1961) mit dem Zweiten, Dritten und Vierten Staatenbericht der Schweiz (CRC/C/CHE /2-4) und verabschiedete am 1983. Treffen vom 30. Januar 2015 die nachfolgenden Schlussbemerkungen.
2. Der Ausschuss begrüsst die Unterbreitung des Zweiten, Dritten und Vierten Staatenberichts des Vertragsstaates (CRC/C/CHE /2-4) und die schriftlichen Antworten auf seine Themenliste (CRC/C/CHE/Q/2-4/Add.1), welche ein besseres Verständnis der Situation der Kinderrechte im Vertragsstaat erlauben. Allerdings bedauert der Ausschuss, dass der Bericht mit beträchtlicher Verspätung eingereicht wurde. Der Ausschuss schätzt den konstruktiven Dialog mit der bereichsübergreifenden Delegation des Vertragsstaates.

II. AUFGENOMMENE FOLGEARBEITEN UND ERZIELTE FORTSCHRITTE IM VERTRAGSSTAAT

3. Der Ausschuss begrüsst die Ratifizierung der folgenden Protokolle oder Übereinkommen, u.a.:
 - Fakultativprotokoll zum Übereinkommen über die Rechte des Kindes betreffend den Verkauf von Kindern, die Kinderprostitution und die Kinderpornografie im September 2006
 - Übereinkommen über die Rechte von Menschen mit Behinderungen im April 2014
 - Fakultativprotokoll zum Übereinkommen gegen Folter und andere grausame, unmenschliche oder erniedrigende Behandlung oder Strafe im September 2009
 - Fakultativprotokoll zum Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau im September 2008 mmen Nr. 183 über den Mutterschutz im Juni 2014
 - Übereinkommen des Europarates zum Schutz von Kindern vor sexueller Ausbeutung und sexuellem Missbrauch im März 2014
4. Der Ausschuss begrüsst das Inkrafttreten der folgenden gesetzgeberischen Massnahmen, u. a. :
 - Änderungen des Schweizerischen Zivilgesetzbuches per 1. Juli 2014 (Elterliche Sorge) und per 1. Januar 2013 (Erwachsenenschutz, Personenrecht und Kindesrecht)
 - Änderungen des Asylgesetzes per 1. Februar 2014
 - Änderungen des Schweizerischen Strafgesetzbuches per 1. Juli 2014
 - Verordnung über die Aufnahme von Pflegekindern per 1. Januar 2013
 - Kinder- und Jugendförderungsgesetz per 1. Januar 2013
 - Schweizerische Strafprozessordnung per 1. Januar 2011
 - Schweizerische Jugendstrafprozessordnung per 1. Januar 2011
 - Revision des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer per 1. Januar 2011
 - Bundesgesetz über internationale Kindesentführung und die Haager Übereinkommen zum Schutz von Kindern und Erwachsenen per 1. Juli 2009
 - Revision des Bundesgesetzes über die Hilfe an Opfer von Straftaten per 1. Januar 2009
 - Verordnung über Massnahmen zum Schutz von Kindern und Jugendlichen sowie zur Stärkung der Kinderrechte per 1. August 2010
 - Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht per 1. Januar 2007
 - Revision des Bundesgesetzes über die Berufsbildung per 1. Januar 2004
 - Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen per 1. Januar 2004
5. Ausserdem begrüsst der Ausschuss die folgenden institutionellen und politischen Massnahmen, u.a.:
 - Aktionsplan des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten (EDA) für den Schutz von Kindern, die in bewaffneten Konflikten Streitkräften oder bewaffneten Gruppen angeschlossen sind (2014-2016)
 - Nationaler Aktionsplan gegen Menschenhandel (2012-2014)
 - Nationales Programm HIV und andere sexuell übertragbare Infektionen (2011-2017)
 - Gesamtschweizerische Strategie zur Armutsbekämpfung (verabschiedet im Jahr 2010) und Nationales Programm zur Prävention und Bekämpfung von Armut (2014-2018, verabschiedet im Jahr 2013)
 - Schweizerisches Kompetenzzentrum für Menschenrechte (gegründet im Jahr 2010)
 - Strategie für eine schweizerische Kinder- und Jugendpolitik (verabschiedet im Jahr 2008)
 - Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen (gegründet im Jahr 2004)

Dossier



BULLETTIN SUISSE
DES DROITS DE L'ENFANT

SCHWEIZER BULLETIN
DER KINDERRECHTE

Éditée par / Herausgegeben von
Défense des Enfants-International
(DEI) Section Suisse
Die Rechte des Kindes-International
(RKI) Schweizer Sektion

III. WICHTIGSTE BEDENKEN UND EMPFEHLUNGEN

A. Allgemeine Umsetzungsmassnahmen (Art. 4, 42 und 44 Abs. 6 der Konvention)

Vorbehalte

6. Der Ausschuss begrüsst, dass der Vertragsstaat seine Vorbehalte zu den Artikeln 5, 7 und 40 (2) (b) (v) und (vi) der Konvention zurückgezogen hat. Er bedauert jedoch, dass der Vertragsstaat an den Vorbehalten zu den Artikeln 10 (1), 37 (c) und 40 (2) (b) (ii) und (iii) festhält.
7. Der Ausschuss wiederholt die früheren Empfehlungen (CRC/C/15/Add.182, Abs. 7) und hält den Vertragsstaat eindringlich dazu an, im Geiste der Wiener Deklaration und des Aktionsprogramms von 1993 die verbleibenden Vorbehalte zurückzuziehen.

Gesetzgebung

8. Der Ausschuss begrüsst die verschiedenen gesetzgeberischen Massnahmen im Bereich Kinderrechte auf Bundes- und Kantonsebene zur Übernahme der Bestimmungen der Konvention ins nationale Recht, ist jedoch besorgt darüber, dass diese Bestrebungen nicht alle Bereiche des Übereinkommens abdecken.
9. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, seine Bemühungen, die Bundes- und Kantonsgesetze mit der Konvention in Einklang zu bringen, fortzusetzen und zu verstärken.

Umfassende Kinderrechtspolitik und -strategie

10. Der Ausschuss nimmt zur Kenntnis, dass der Vertragsstaat 2008 die Strategie für eine schweizerische Kinder- und Jugendpolitik entwickelt hat, die 2011 zur Verabschiedung des Kinder- und Jugendförderungsgesetzes führte, und dass er kürzlich einen Bericht über den Stand der Kinder- und Jugendpolitik in der Schweiz verfasst hat. Trotzdem bleibt der Ausschuss besorgt darüber, dass diese Strategie nicht alle Bereiche der Konvention abdeckt.
11. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, dass er, unter Einbezug der Kinder und der Zivilgesellschaft, eine nationale Kinderrechtspolitik und -strategie entwickelt und umsetzt, welche den Grundsätzen und Bestimmungen der Konvention in umfassender Art und Weise gerecht wird und folglich einen Rahmen für kantonale Vorhaben und Strategien bieten kann. Des Weiteren empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, angemessene personelle, technische und finanzielle Ressourcen für die Umsetzung, das Monitoring und die Evaluation dieser umfassenden Kinderrechtspolitik und -strategie sowie der damit verbundenen kantonalen Vorhaben und Strategien zur Verfügung zu stellen.

Koordination

12. Der Ausschuss erkennt die Herausforderungen, die das föderalistische System des Vertragsstaates mit sich bringt, und ist besorgt darüber, dass das Fehlen einer übergeordneten Koordination zu wesentlichen kantonalen Unterschieden in der Umsetzung der Konvention führen könnte.
13. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, zur Umsetzung der Konvention und der umfassenden Kinderrechtspolitik und -strategie eine Koordinationsstelle einzusetzen. Diese soll sowohl über die nötigen Fähigkeiten und Befugnisse als auch über die personellen, technischen und finanziellen Ressourcen verfügen, um wirksam Aktivitäten im Bereich der Kinderrechte auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene zu koordinieren und dadurch landesweit dieselben Schutzgarantien zu erreichen. Ausserdem empfiehlt der Ausschuss, zivilgesellschaftliche Organisationen und Kinder einzuladen, an dieser Koordinationsstelle teilzuhaben.

Ressourcenverteilung

14. Unter der Berücksichtigung, dass der Vertragsstaat weltweit einer der gesündesten Volkswirtschaften aufweist und erhebliche Ressourcen in Programme investiert, welche Kinder betreffen, bemängelt der Ausschuss das Fehlen eines kinderzentrierten Ansatzes in der Budgetplanung und der Ressourcenverteilung auf Bundes- und Kantonsebene. Folglich ist es praktisch unmöglich, kinderspezifische Ausgaben zu identifizieren, zu kontrollieren und auszuweisen und deren Wirksamkeit in Bezug auf die Umsetzung der Konvention zu evaluieren.
15. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, einen Budgetprozess einzuführen, welcher die Bedürfnisse von Kindern auf Bundes- und Kantonsebene angemessen berücksichtigt, kinderbezogene Ausgaben in den betroffenen Bereichen und Behörden bestimmen lässt und spezifische Indikatoren sowie

ein Überwachungssystem vorsieht. Zusätzlich empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, zu evaluieren, ob die Ressourcen, welche für die Umsetzung der Konvention gesprochen wurden, wirksam, angemessen und gerecht verteilt sind.

Datenerhebung

16. Obwohl der Ausschuss das Bestehen von verschiedenen Systemen zur Datenerhebung festgestellt hat, bedauert er, dass im Vertragsstaat kein umfassendes Datenerhebungssystem vorhanden ist und repräsentative, aufgeschlüsselte Daten zu wichtigen Bereichen der Konvention fehlen, insbesondere zu Kindern in Situationen, die sich ausgrenzend und gefährdend auf sie auswirken.
17. Im Geiste der allgemeinen Bemerkung Nr. 5 (2003) zu den allgemeinen Umsetzungsmassnahmen und im Sinne der früheren Empfehlungen (CRC/C/15/Add.182, Abs. 18) empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat ausdrücklich, sein Datenerhebungssystem unverzüglich zu verbessern. Damit die Situation aller Kinder, insbesondere diejenige der gefährdeten Kinder, einfacher analysiert werden kann, sollten die Daten sämtliche Bereiche der Konvention abdecken und unter anderem nach Alter, Geschlecht, Invalidität, geografischer Lage, ethnischer und nationaler Herkunft sowie sozioökonomischem Hintergrund aufgeschlüsselt werden. Ausserdem empfiehlt der Ausschuss, die Daten und Indikatoren für die Erarbeitung, Überwachung und Evaluation von Politik, Programmen und Projekten zur wirksamen Umsetzung der Konvention heranzuziehen.

Unabhängige Überwachungsstruktur

18. Der Ausschuss nimmt zur Kenntnis, dass das Schweizerische Kompetenzzentrum für Menschenrechte geschaffen wurde. Nichtsdestotrotz ist er besorgt darüber, dass es keine zentrale, unabhängige Institution zur Überwachung der Umsetzung der Konvention gibt, welche über die Kompetenzen verfügt, Beschwerden zu Verletzungen von Kinderrechten auf allen Staatsebenen entgegenzunehmen und zu behandeln.
19. Im Geiste der allgemeinen Bemerkung Nr. 2 (2002) zur Rolle einer unabhängigen Menschenrechtsinstitution und im Sinne der früheren Empfehlungen (CRC/C/15/Add.182, Abs. 16) empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat eindringlich, unverzüglich eine unabhängige Institution zur Überwachung der Menschenrechte mit einem spezifischen Überwachungsmechanismus für die Kinderrechte zu schaffen. Diese Institution muss befugt sein, Beschwerden von Kindern in kindgerechter Art und Weise entgegenzunehmen, zu untersuchen und in der Sache zu ermitteln. Sie muss befähigt sein, die Privatsphäre und den Schutz der Opfer zu gewährleisten, die Entwicklungen zu überwachen und Folgemaassnahmen zugunsten der Opfer zu treffen. Des Weiteren empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, im Einklang mit den Pariser Prinzipien, die Unabhängigkeit eines solchen Überwachungsmechanismus sicherzustellen, insbesondere bezüglich Finanzierung, Auftrag und Strafverfolgung.

Bekanntmachung, Sensibilisierung und Schulung

20. Der Ausschuss nimmt die verschiedenen Bestrebungen zur Kenntnis, welche der Vertragsstaat zur Verbreitung von Informationen und zur

Bereitstellung von Schulungsangeboten zu den Kinderrechten unternimmt, beispielsweise durch die Übersetzung der Konvention ins Rätoromanische und die Schaffung der Stiftung *éducation21*: Bildung für eine nachhaltige Entwicklung. Dennoch ist der Ausschuss besorgt darüber, dass Kinder, Eltern und die breite Öffentlichkeit das Übereinkommen kaum kennen. Ausserdem ist er besorgt darüber, dass die angebotenen Schulungen zu den Kinderrechten für Fachkräfte, die mit oder für Kinder arbeiten, nicht systematisch und umfassend sind.

21. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat:
- die Sensibilisierungsarbeiten zu verstärken, unter anderem durch die Förderung einer kindgerechten Bekanntmachung der Konvention durch die Medien und durch die aktive Beteiligung der Kinder an der Öffentlichkeitsarbeit sowie durch Massnahmen zur Sensibilisierung der Eltern.
 - systematische und kontinuierliche Schulungsprogramme zu den Kinderrechten für Berufsgruppen zu entwickeln, die mit und für Kinder arbeiten; beispielsweise für Richterinnen und Richter, Anwältinnen und Anwälte, Justizvollzugsbeamtinnen und Justizvollzugsbeamte, Behördenangestellte, Lehrkräfte, Gesundheitspersonal, inklusive Psychologinnen und Psychologen sowie Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeiter.

Kinderrechte im Wirtschaftssektor

22. Der Ausschuss nimmt die Angaben des Vertragsstaates über die ergriffenen und geplanten Massnahmen zur Regulierung der Tätigkeiten multinationaler Unternehmen, zu denen auch die Entwicklung der Ruggie-Strategie für die Schweiz gehört, zur Kenntnis. Er ist jedoch besorgt darüber, dass der Vertragsstaat sich einzig auf die freiwillige Selbstregulierung verlässt und keine rechtlichen Rahmenbedingungen vorsieht, welche explizit die Pflichten jener Unternehmen regeln, die der Gerichtsbarkeit oder der Kontrolle des Vertragsstaates unterstehen, damit die Kinderrechte ausserhalb des Vertragsstaates eingehalten werden.
23. Im Geiste der allgemeinen Bemerkung Nr. 16 (2013) zu den Staatsverpflichtungen hinsichtlich der Auswirkungen des Wirtschaftssektors auf die Kinderrechte empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat:
- klare rechtliche Rahmenbedingungen für im Vertragsstaat tätige Unternehmen zu schaffen und deren wirksame Umsetzung sicherzustellen sowie die Verabschiedung der Ruggie-Strategie für die Schweiz voranzutreiben, damit sich die Tätigkeiten der Wirtschaftsunternehmen nicht negativ auf die Menschenrechte auswirken oder Umwelt-, Arbeits- und weitere Standards, insbesondere jene in Zusammenhang mit den Kinderrechten, gefährden.
 - sicherzustellen, dass die Wirtschaftsunternehmen und ihre Tochterfirmen, die im Vertragsstaat tätig sind oder ihren Verwaltungssitz im Vertragsstaat haben, für jegliche Verletzung der Kinder- und Menschenrechte, welche sie durch ihre Tätigkeiten verursachen, rechtlich belangt werden können.

B. Allgemeine Grundsätze (Art. 2, 3, 6 und 12 der Konvention)

Nichtdiskriminierung

24. Der Ausschuss begrüsst die Massnahmen des Vertragsstaates gegen Diskriminierung, insbesondere jene, die auf die Integration von Migrantinnen und Migranten ausgerichtet sind. Nichtsdestotrotz bleibt er besorgt darüber, dass Kinder in Situationen, die sich ausgrenzend und benachteiligend auf sie auswirken – vor allem Migranten-, Flüchtlings- und asylsuchende Kinder, Kinder mit Behinderungen sowie Sans-Papier-Kinder – immer noch häufig Diskriminierungen ausgesetzt sind. Ferner ist der Ausschuss besorgt über Fälle von Hassreden gegen LGBTI-Menschen und deren Auswirkungen auf betroffene Kinder sowie über den Umstand, dass diese über Art. 161bis des Schweizerischen Strafgesetzbuches nicht den nötigen Schutz erhalten.
25. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, seine Bemühungen zur Beseitigung der Diskriminierung von Kindern in Situationen, die sich ausgrenzend und benachteiligend auf sie auswirken, zu intensivieren. Dies gilt insbesondere für Migranten-, Flüchtlings- und asylsuchenden Kindern, von Kindern mit Behinderungen sowie von Sans-Papier-Kindern. Des Weiteren empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, seine Förderung einer Kultur von Toleranz und gegenseitigem Respekt zu intensivieren sowie umfassende Rechtsgrundlagen gegen die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung und der Geschlechtsidentität zu schaffen und diese in Artikel 261bis des Strafgesetzbuches zu verankern.

Wohl des Kindes («best interest», «intérêt supérieur de l'enfant»)

26. Der Ausschuss stellt fest, dass das Wohl des Kindes ein Grundprinzip in der Rechtsordnung des Vertragsstaates ist. Er ist jedoch der Ansicht, dass der Begriff

«Wohl des Kindes» und die in der Konvention verwendete Terminologie «best interest» nicht übereinstimmen und sich somit hinsichtlich ihrer Bedeutung und Umsetzung unterscheiden. Deshalb ist der Ausschuss besorgt darüber, dass das Prinzip des «best interest» des Kindes nicht explizit in allen betroffenen Bundes- und Kantonsgesetzen verankert wurde und in den Verwaltungs- und Gerichtsverfahren sowie in Politik und Programmen, welche die Kinder betreffen, nicht systematisch angewendet wird.

27. Im Geiste der allgemeinen Bemerkung Nr. 14 (2013) zum Recht des Kindes, dass sein «best interest» vorrangig beachtet wird, empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat sicherzustellen, dass dieses Recht entsprechend verankert und in allen Gesetzgebungs-, Verwaltungs- und Gerichtsverfahren und -entscheiden sowie in Politik, Programmen und Projekten, die auf Kinder ausgerichtet sind oder Auswirkungen auf Kinder haben, konsequent angewendet wird. Der Vertragsstaat wird deshalb ermutigt, Verfahren und Kriterien zu definieren, an welchen sich die zuständigen Behörden bei der Bestimmung des «best interest» des Kindes in allen Bereichen orientieren können, um ihm das gewünschte Gewicht beimessen und um es vorrangig berücksichtigen zu können. Diese Verfahren und Kriterien sollten bei Gerichten, Verwaltungsbehörden und Gesetzgebungsorganen, bei öffentlichen und privaten Sozialeinrichtungen sowie bei der breiten Öffentlichkeit bekannt gemacht werden.

Achten der Meinung des Kindes

28. Der Ausschuss begrüsst die fortlaufenden Bestrebungen des Vertragsstaates, das Achten der Meinung des Kindes in familienrechtlichen Verfahren, Kinderschutzfällen, im Jugendstrafrecht und in anderen relevanten Bereichen sicherzustellen. Zudem stellt er Bemühungen fest, Kinder auf Gemeindeebene an politischen Planungs- und Entscheidungsprozessen teilhaben zu lassen. Dennoch ist der Ausschuss besorgt, dass in der Praxis die Achtung vor der Meinung des Kindes nicht in allen Angelegenheiten, die Auswirkungen auf Kinder haben, systematisch sichergestellt wird und kantonale Unterschiede bei der Umsetzung dieses Prinzips bestehen. Ausserdem ist der Ausschuss besorgt darüber, dass in diesem Bereich die Schulung der Berufsgruppen, die mit oder für Kinder arbeiten, unzureichend ist.
29. Im Geiste der allgemeinen Bemerkung Nr. 12 (2009) zum Recht des Kindes auf Anhörung empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, Massnahmen zur Stärkung dieses Rechts gemäss Artikel 12 der Konvention zu ergreifen. Daher empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat:
- seine Bemühungen zu intensivieren, damit das Recht des Kindes auf Anhörung in allen das Kind betreffenden Gerichts- und Verwaltungsverfahren Anwendung findet und der Meinung des Kindes genügend Rechnung getragen wird.
 - seine Bemühungen zu intensivieren, damit Kindern das Recht zugestanden wird, ihre Meinung zu allen sie betreffenden Angelegenheiten frei zu äussern. Ausserdem ist ihren Meinungen in der Schule und in anderen Bildungseinrichtungen, in der Familie sowie auch in der politischen Planung und Entscheidungsfindung angemessene Rechnung zu tragen. Besondere Aufmerksamkeit sollte dabei Kindern in Situationen, die sich ausgrenzend und benachteiligend auf sie auswirken, beigemessen werden.

- (c) sicherzustellen, dass Berufsgruppen aus dem Rechtsbereich, dem Bereich der sozialen Sicherheit und weiteren Bereichen, die sich mit Kindern befassen, systematisch zu wirksamen Partizipationsmöglichkeiten von Kindern geschult werden.

C. Bürgerliche Rechte und Freiheiten (Art. 7, 8 und 13–17)

Geburtenregistrierung / Name und Staatsangehörigkeit

30. Der Ausschuss begrüsst die verschiedenen gesetzlichen und politischen Massnahmen des Vertragsstaats, die sicherstellen sollen, dass alle Kinder registriert werden. Er ist jedoch besorgt über Meldungen von verspäteten Registrierungen von Kindern ausländischer Staatsangehöriger. Ausserdem ist er besorgt darüber, dass es keine Garantie für den Erwerb der Staatsangehörigkeit für diejenigen Kinder gibt, die im Vertragsstaat geboren werden und denen sonst die Staatenlosigkeit droht.
31. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat zu gewährleisten, dass die Geburt eines Kindes so früh wie möglich registriert werden kann, unabhängig vom Rechtsstatus und/oder von der Herkunft der Eltern. Ausserdem empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat sicherzustellen, dass alle auf dem Staatsgebiet geborenen Kinder, unabhängig vom Rechtsstatus ihrer Eltern, die schweizerische Staatsangehörigkeit erwerben können, wenn sie andernfalls als staatenlos gelten würden. Ferner empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, das Übereinkommen zur Verringerung der Fälle von Staatenlosigkeit aus dem Jahr 1961 sowie das Europäische Übereinkommen über die Staatsangehörigkeit in Zusammenhang mit der Staatennachfolge aus dem Jahr 2009 zu ratifizieren.

Recht des Kindes, seine Eltern zu kennen und von ihnen betreut zu werden

32. Der Ausschuss stellt fest, dass ein Kind, gemäss Artikel 268c des Schweizerischen Zivilgesetzbuches über die Adoption sowie gemäss Artikel 27 des Bundesgesetzes über die medizinisch unterstützte Fortpflanzung, die Identität seiner leiblichen Eltern nur in Erfahrung bringen kann, wenn es ein «schutzwürdiges Interesse» hat. Für den Ausschuss stellt sich die Frage, ob das Konzept des «schutzwürdigen Interesses» immer mit dem «best interest» des Kindes vereinbar ist.
33. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, seine Bestrebungen dahingehend zu verstärken, dass adoptierten Kindern und Kindern, die durch medizinische Fortpflanzung gezeugt wurden, das Recht ihre Herkunft zu kennen soweit als möglich gewährleistet wird. Insbesondere empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, von der Bedingung abzusehen, dass ein Kind nur Informationen zu seiner biologischen Herkunft einholen kann, wenn ein «schutzwürdiges Interesse» vorliegt.

Recht auf Identität

34. Der Ausschuss ist tief besorgt über die fehlende Reglementierung und die steigende Zahl der Babyklappen, welche ein anonymes Hinterlassen eines Kindes im Vertragsstaat ermöglichen, was unter anderem gegen die Artikel 6 bis 9 und 19 der Konvention verstösst.
35. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat eindringlich, die Babyfenster zu untersagen und die bereits bestehenden Alternativen zu fördern. Es wird empfohlen, die Einführung von vertraulichen Geburten im Spital als letztes Mittel in Betracht zu ziehen.

Zugang zu angemessener Information

36. Der Ausschuss nimmt zur Kenntnis, dass der Vertragsstaat die Risiken der digitalen Medien und der Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) zum Schutze der Kinder angeht, unter anderem mit dem fünfjährigen Nationalen Programm zur Förderung von Medienkompetenzen von Jugendlichen. Allerdings ist der Ausschuss besorgt über das Verbleiben von Lücken im Schutz der Kinder vor diesen Risiken.
37. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, die im bundesrätlichen Bericht «Jugend und Gewalt – Wirksame Prävention in den Bereichen Familie, Schule, Sozialraum und Medien» vorgeschlagenen Massnahmen weiterzuverfolgen und insbesondere:
- Gesetze und Politikprogramme, welche auf den Menschenrechten beruhen, zu beschliessen und tatsächlich umzusetzen, damit sichergestellt wird, dass alle Kinder einen Zugang zu digitalen Medien und IKT haben. Ferner wird der Vertragsstaat dazu angehalten, den Schutz, der sich aus der Konvention und den Fakultativprotokollen ergibt, in der Online-Umgebung umfassend zu gewährleisten.
 - die Zusammenarbeit mit der IKT- und anderen betroffenen Branchen zu fördern

und die Erarbeitung von freiwilligen Selbstregulierungsmassnahmen, berufsethischen Richtlinien und Verhaltenskodizes sowie von anderen Initiativen, wie beispielsweise technischen Lösungen in der für Kinder zugänglichen Online- Umgebung, zu ihrem Schutz zu begünstigen.

- die Informations- und Schulungsprogramme zur Sensibilisierung der breiten Öffentlichkeit im Allgemeinen sowie von Eltern und Kindern im Besonderen zu verstärken und sie auf die Chancen und Gefahren bei der Nutzung digitaler Medien und der IKT aufmerksam zu machen.

D. Gewalt gegen Kinder (Art. 19, 24 Abs. 3, 28 Abs. 2, 34, 37a und 39) Körperliche Züchtigung

38. Der Ausschuss stellt fest, dass auf straf- und zivilrechtlicher Ebene Änderungen vorgenommen wurden, welche den Schutz von Kindern vor körperlichen Übergriffen erhöhen. Er bedauert jedoch, dass körperliche Züchtigung weiterhin nicht als physische Gewalt gilt, sofern sie nicht über das von der Gesellschaft akzeptierte Mass hinausgeht, und dass sie nicht grundsätzlich untersagt wird.
39. Der Ausschuss macht den Vertragsstaat auf die allgemeine Bemerkung Nr. 8 (2006) zum Recht des Kindes auf Schutz vor körperlicher Züchtigung und anderen grausamen oder erniedrigenden Formen der Bestrafung aufmerksam und empfiehlt dem Vertragsstaat eindringlich, jegliche Form von körperlicher Züchtigung grundsätzlich zu untersagen und positive, gewaltlose und partizipative Erziehungs- und Disziplinierungsformen zu fördern.

Schutz des Kindes vor jeglicher Form von Gewalt

40. Der Ausschuss begrüsst die verschiedenen Initiativen des Vertragsstaates zur Bekämpfung von Gewalt gegen Kinder, unter anderem die Verabschiedung der Verordnung über Massnahmen zum Schutz von Kindern und Jugendlichen sowie zur Stärkung der Kinderrechte und die Revision des Zivilgesetzbuches zum Erwachsenenschutz, Personenrecht und Kindesrecht. Dennoch bleibt der Ausschuss besorgt darüber, dass es keine umfassenden Daten und Studien zu Kindern gibt, die unter Misshandlung, Missbrauch, Vernachlässigung, sexueller Gewalt oder häuslicher Gewalt leiden. Ausserdem ist der Ausschuss beunruhigt darüber, dass es weder eine nationale Kinderschutzstrategie noch eine Koordination zwischen den verschiedenen kantonalen Programmen gibt.
41. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, die allgemeine Bemerkung Nr. 13 (2011) zum Recht des Kindes auf Schutz vor jeder Form von Gewalt zu berücksichtigen und insbesondere:
- eine nationale Datenbank zu allen Formen von Gewalt an Kindern zu erstellen, in welcher auch Fälle von Misshandlung, Missbrauch, Vernachlässigung und häuslicher Gewalt erfasst werden.
 - Weitere Studien zum Ausmass und zu den Ausprägungen der Gewalt an Kindern durchzuführen sowie eine umfassende Präventions- und Interventionsstrategie im Falle von Misshandlung, Missbrauch, Vernachlässigung und häuslicher Gewalt zu entwickeln, welche ein Angebot an Rehabilitationsdiensten und die gesellschaftliche Wiedereingliederung der Opfer vorsieht.
 - bestehende Strukturen zu evaluieren und im nächsten Staatenbericht über die Ergebnisse und getroffenen Massnahmen zu berichten.
 - die nationale Koordination zur Bekämpfung aller Formen von Gewalt an Kindern zu verbessern.

- (e) der genderspezifischen Dimension der Gewalt besondere Aufmerksamkeit zukommen zu lassen und ihr entgegenzuwirken.

Schädliche Praktiken

42. Der Ausschuss begrüsst die Verabschiedung einer neuen Strafbestimmung zum Verbot von Genitalverstümmelungen, ist jedoch tief besorgt über:
- die hohe Zahl von im Vertragsstaat lebenden Mädchen, die von Genitalverstümmelung betroffen oder der Gefahr ausgesetzt sind, beschnitten zu werden.
 - chirurgische Eingriffe und sonstige, aus medizinischer Sicht unnötige Behandlungen, welche bei intersexuellen Kindern ohne deren «informierte Zustimmung» durchgeführt werden. Solche Eingriffe und Behandlungen sind häufig irreversibel und können zu schweren körperlichen und psychischen Leiden führen. Überdies äussert sich der Ausschuss besorgt über das Fehlen von Rechtsschutz- und Entschädigungsmechanismen.
43. Der Ausschuss weist den Vertragsstaat auf die allgemeine Bemerkung Nr. 18 zu schädlichen Praktiken hin, welche er gemeinsam mit dem Ausschuss für die Beseitigung der Diskriminierung der Frau formuliert hat, und empfiehlt dem Vertragsstaat eindringlich:
- die Präventions- und Schutzmassnahmen zur Verhinderung weiblicher Genitalverstümmelung weiterzuführen und zu intensivieren, unter anderem durch die Schulung der relevanten Berufsgruppen, Sensibilisierungsprogramme und die strafrechtliche Verfolgung von Tätern.
 - im Sinne der Ethikempfehlungen zur Intersexualität der Nationalen Ethikkommission im Bereich der Humanmedizin sicherzustellen, dass keine unnötigen medizinischen Behandlungen oder chirurgischen Eingriffe im Säuglingsalter oder in der Kindheit vorgenommen werden, dass die körperliche Unversehrtheit, die Autonomie und die Selbstbestimmung der betroffenen Kinder gewährleistet und geeignete Beratungs- und Unterstützungsangebote für Familien mit intersexuellen Kindern bereitgestellt werden.

E. Familiäres Umfeld und alternative Betreuung (Art. 5, 9–11, 18 Abs. 1 und 2, 20–21, 25 und 27 Abs. 4)

Familiäres Umfeld

44. Der Ausschuss begrüsst die vom Vertragsstaat ergriffenen Massnahmen zur Unterstützung von Eltern bei der Ausübung ihrer elterlichen Pflichten, wie beispielsweise die Verabschiedung des Bundesgesetzes über Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung. Er bleibt jedoch besorgt über das ungenügende Angebot an verschiedenen Unterstützungsformen für Familien, insbesondere betreffend Kinderbetreuungseinrichtungen.
45. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, seine Bestrebungen zur Unterstützung von Familien zu verstärken und insbesondere landesweit für ausreichende Kinderbetreuungseinrichtungen von hoher Qualität zu sorgen.
46. Der Ausschuss stellt fest, dass im Vertragsstaat die Leihmutterschaft gesetzlich verboten ist, und dass das Gesetz darauf ausgerichtet ist, Leihmutterschaftsvereinbarungen im Ausland zu verhindern. Er ist jedoch besorgt über den ungewissen Rechtsstatus des Kindes während des einjährigen Bewilligungsverfahrens vor einer möglichen Adoption.
47. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat:
- das Bewilligungsverfahren zu beschleunigen und sicherzustellen, dass das Kind während der Zeitspanne zwischen seiner Ankunft im Vertragsstaat und dem Zeitpunkt der Adoption nicht staatenlos ist oder diskriminiert wird.
 - sicherzustellen, dass bei Adoptionsentscheiden «the best interest» des Kindes vorrangig berücksichtigt wird.

Aus der familiären Umgebung herausgelöste Kinder

48. Der Ausschuss begrüsst die Revision der Verordnung über die Aufnahme von Pflegekindern, ist jedoch besorgt darüber:
- dass keine repräsentativen Daten und Informationen zur Situation von Kindern in Pflegefamilien oder Heimen vorhanden sind.
 - dass bedeutende kantonale Unterschiede bezüglich der Kriterien zur Auswahl, Dauer und Überprüfung der Fremdplatzierung bestehen. Solche Unterschiede sind auch bezüglich der Qualität der verschiedenen alternativen Formen der Betreuung, einschliesslich Unterstützung, Schulung und Begleitung der Pflegefamilien oder bezüglich der Umsetzung der Betreuungsstandards festzustellen.
 - dass es in einigen Kantonen nicht genügend Pflegefamilien gibt.
 - dass bei Kindern unter drei Jahren nur die Heimunterbringung möglich ist.
 - dass die leiblichen Eltern nur begrenzte Unterstützung erhalten, wenn ein Kind

aus einer Pflegefamilie oder einem Heim in seine Familie zurückkehrt.

49. Der Ausschuss weist den Vertragsstaat auf die Leitlinien für alternative Formen der Betreuung von Kindern hin (Resolution 64/142 der Generalversammlung, Anlage) und empfiehlt ihm:
- Mechanismen für die Erhebung und systematische Analyse von Informationen und aufgeschlüsselten Daten zu Kindern in allen alternativen Formen der Betreuung zu schaffen.
 - die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen sicherzustellen, um zu ermöglichen, dass ein Kind nötigenfalls in einer Pflegefamilie eines anderen Kantons untergebracht werden kann. Hierbei muss das Recht des Kindes berücksichtigt werden, mit seiner biologischen Familie Kontakt pflegen zu können.
 - sicherzustellen, dass landesweit bei Entscheiden zur Fremdplatzierung dieselben geeigneten Verfahrensgarantien und eindeutige Kriterien angewandt werden, welche auf dem «best interest» des Kindes beruhen.
 - alternative Formen der Betreuung landesweit verbindlich zu regeln und zu hohen Qualitätsstandards zu verpflichten sowie sicherzustellen, dass den Heimen und den zuständigen Kinderschutzbehörden angemessene personelle, technische und finanzielle Ressourcen zur Verfügung stehen und Pflegefamilien in Erziehungsfragen systematisch geschult und unterstützt werden.
 - die Unterbringung von Kindern in Pflegefamilien oder Heimen regelmässig zu überprüfen und die Qualität der Betreuung zu überwachen, insbesondere indem leicht zugängliche Kontaktstellen geschaffen werden, welche Meldungen über Kindsmisshandlung entgegennehmen, die gemeldeten Fälle untersuchen und Missstände beheben können.
 - seine Bemühungen zu verstärken, um neue Pflegefamilien zu gewinnen und eine gute regionale Verteilung sicherzustellen.
 - sicherzustellen, dass für kleine Kinder, insbesondere für jene unter 3 Jahren, alternative Formen der Betreuung in einem familiären Umfeld bestehen.
 - die Unterstützung für diejenigen Familien auszubauen, deren Kinder nach einer Fremdplatzierung zu ihnen zurückkehren.

Adoption

50. Der Ausschuss begrüsst die Revision des Adoptionsrechts, ist jedoch besorgt über die hohe Anzahl internationaler Adoptionen, bei denen Kinder aus Ländern adoptiert werden, die nicht Vertragsstaat des 1993 in Den Haag abgeschlossenen Übereinkommens über den Schutz von Kindern und die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Internationalen Adoption (HAÜ aus dem Jahr 1993) sind. Des Weiteren ist er besorgt über das Fehlen von Daten zu Adoptionen von Kindern aus diesen Ländern. Ausserdem zeigt sich der Kinderrechtsausschuss besorgt darüber, dass Adoptionsverfahren bei Kindern aus Ländern, die nicht Vertragsstaat des HAÜ von 1993 sind, nicht immer die vorrangige Berücksichtigung des «best interest» des Kindes sicherstellen. Dies gilt auch für die Abklärung der Eignung der zukünftigen Adoptiveltern und die Entscheidungsfindung. Überdies ist der Ausschuss besorgt über den unsicheren Rechtsstatus, welchen ausländische Kinder, die von Schweizer Eltern adoptiert werden, im einjährigen Adoptionsverfahren haben.

51. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat:

- (a) systematisch und fortgesetzt statistische Daten, aufgeschlüsselt nach Alter, Geschlecht und nationaler Herkunft, sowie sachdienliche Informationen sowohl zu nationalen als auch internationalen Adoptionen zu erfassen.
- (b) sicherzustellen, dass die vorrangige Beachtung des «best interest» des Kindes bei internationalen Adoptionen strikte befolgt wird und die Schutzmassnahmen gemäss dem Den Haager Übereinkommen aus dem Jahr 1993 eingehalten werden, auch wenn das andere Land nicht Vertragsstaat dieses Übereinkommens ist.
- (c) die Adoptionsverfahren zu beschleunigen und sicherzustellen, dass aus dem Ausland adoptierte Kinder während der Wartezeit zwischen ihrer Ankunft im Vertragsstaat und dem Zeitpunkt der Adoption nicht staatenlos sind oder diskriminiert werden.

Kinder von inhaftierten Eltern

52. Der Ausschuss begrüsst die Schaffung einer Mutter-Kind-Abteilung in einem Gefängnis im Kanton Zürich, ist jedoch besorgt darüber, dass Daten zur Anzahl und zur Situation von Kindern inhaftierter Eltern fehlen. Ferner ist nicht bekannt, ob die Beziehung eines Kindes zum inhaftierten Elternteil genügend unterstützt wird.
53. Unter Bezugnahme auf die Empfehlungen, die der Ausschuss am sogenannten «Day of general discussion» 2011 zu den Rechten von Kindern inhaftierter Eltern formulierte, empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, Daten zu erheben und eine Studie zur Situation von Kindern, deren Eltern im Vertragsstaat inhaftiert sind, durchzuführen. Dies mit dem Ziel, eine persönliche Beziehung zwischen den Kindern und ihren Eltern mittels regelmässiger Besuche, mit einem Angebot an angemessenen Dienstleistungen und geeigneter Unterstützung entsprechend Art. 9 der Konvention zu gewährleisten und sicherzustellen, dass «the best interest» des Kindes bei sämtlichen Entscheiden vorrangig beachtet wird.

F. Behinderung, Gesundheit und Wohlfahrt (Art. 6, 18 Abs. 3, 23, 24, 26, 27 Abs. 1–3 und 33)

Kinder mit Behinderungen

54. Der Ausschuss begrüsst das Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen und die Verabschiedung der interkantonalen Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik. Dennoch ist der Ausschuss besorgt
 - (a) darüber, dass es keine umfassenden Daten zu Kindern mit Behinderungen, einschliesslich Kindern mit Autismus-Spektrum-Störungen, gibt.
 - (b) darüber, dass Kinder nicht in allen Kantonen angemessen in die Regelschule integriert werden und zu wenig personelle und finanzielle Ressourcen für ein gut funktionierendes inklusives Bildungssystem zur Verfügung gestellt werden.
 - (c) darüber, dass in der frühen Kindheit keine ausreichende Förderung und Betreuung geboten wird und Möglichkeiten der inklusiven Berufsbildung für Kinder mit Behinderungen fehlen.
 - (d) darüber, dass Kinder mit Autismus-Spektrum-Störungen in vielen Aspekten des sozialen Lebens diskriminiert und ausgegrenzt werden, insbesondere im Kanton Genf. Dazu gehört, dass die Autismus-Spektrum-Störung zu selten bereits in der frühen Kindheit entdeckt wird, dass intensive Frühförderungsprogramme und ein Zugang zum Regelunterricht fehlen, insbesondere aufgrund des Mangels an qualifiziertem Personal für die spezifische Unterstützung dieser Kinder in der Regelschule, und dass die Ausbildung der Fachkräfte, die mit Kindern mit Autismus-Spektrum-Störungen arbeiten, unzureichend ist.
 - (e) über Hinweise darauf, dass Kinder mit Autismus-Spektrum-Störungen, insbesondere im Kanton Genf, unangemessen behandelt werden. Zu solchen Behandlungsmethoden gehört das sogenannte Packing (einwickeln in kalte, nasse Laken), das einer Misshandlung gleichkommt.
 - (f) über das Fehlen von Informationen zu getroffenen Massnahmen, welche verhindern sollen, dass Kinder mit Behinderung in psychiatrischen Einrichtungen untergebracht werden und ihnen willkürlich das Recht abgesprochen wird, von ihren Eltern besucht zu werden.
55. Im Sinne der allgemeinen Bemerkung Nr. 9 (2006) zu den Rechten von Kindern mit Behinderungen empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat eindringlich, im Umgang mit Behinderung einen menschenrechtsorientierten Ansatz zu verfolgen und empfiehlt dem Vertragsstaat daher:
 - (a) Daten zur Situation aller Kinder mit Behinderung zu erheben (aufgeschlüsselt nach Alter, Geschlecht, Art der Behinderung, ethnischer und nationaler Herkunft, geografischer Lage und sozioökonomischem Hintergrund etc.) und zu analysieren.

- (b) seine Bestrebungen zu verstärken, landesweit ein inklusives, diskriminierungsfreies Bildungssystem sicherzustellen, insbesondere indem die dazu nötigen Ressourcen bereitgestellt und die Fachkräfte angemessen ausgebildet werden sowie indem klare Orientierungshilfen für Kantone erstellt werden, die noch keinen Inklusionsansatz verfolgen.
- (c) eher die Inklusion als die Integration zu fördern.
- (d) sicherzustellen, dass Kinder mit Behinderungen in allen Kantonen Zugang zu frühkindlicher Bildung und Betreuung, zu Frühförderprogrammen und zu Möglichkeiten der inklusiven Berufsbildung erhalten.
- (e) die spezifischen Bedürfnisse von Kindern mit Autismus-Spektrum-Störungen in allen Kantonen aufzugreifen und insbesondere sicherzustellen, dass diese Kinder in sämtlichen Bereichen des sozialen Lebens vollständig integriert werden, einschliesslich Freizeit- und kulturelle Aktivitäten. Des Weiteren empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, der Inklusionspädagogik, welche auf die Bedürfnisse dieser Kinder ausgerichtet ist, höhere Priorität beizumessen als behindertenspezifischen Förderschulen und Betreuungseinrichtungen. Ausserdem sollen Früherkennungsmechanismen eingerichtet und Fachkräfte angemessen ausgebildet werden. Ferner empfiehlt der Ausschuss sicherzustellen, dass diese Kinder in wissenschaftlich fundierte Frühförderprogramme aufgenommen werden.
- (f) die Anwendung von «Packing» gesetzlich zu verbieten und die nötigen Massnahmen zu ergreifen, damit Kinder mit Autismus-Spektrum-Störung mit Würde und Respekt behandelt werden und ihnen wirksam Schutz gewährt wird.
- (g) alle notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um zu verhindern, dass Kinder mit Behinderungen in psychiatrischen Einrichtungen untergebracht werden, und sicherzustellen, dass diesen Kindern nicht willkürlich das Recht abgesprochen wird, von ihren Eltern besucht zu werden.

Gesundheit und Gesundheitswesen

56. Der Ausschuss begrüsst, die Verbilligung der Krankenkassenprämien um mindestens 50 % bei Kindern aus Familien mit niedrigem oder mittlerem Einkommen, ist jedoch besorgt
 - (a) darüber, dass die pädiatrische Versorgung immer stärker zentralisiert wird und die Zahl der Pädiaterinnen und Pädiater zwar ansteigt, jedoch noch nicht genügt.
 - (b) über die zunehmenden Übergewichts- und Fettleibigkeitsprobleme bei Kindern und darüber, dass während Kindersendungen am Fernsehen exzessiv für stark fett-, zucker- und salzhaltige Lebensmittel geworben wird.
57. Der Ausschuss macht den Vertragsstaat auf seine allgemeine Bemerkung Nr. 15 (2013) zum Rechts des Kindes auf das erreichbare Höchstmass an Gesundheit aufmerksam und empfiehlt dem Vertragsstaat:
 - (a) sicherzustellen, dass Kinder landesweit Zugang zu qualitativ hochstehenden Behandlungen in Kinderspitälern und Kinderarztpraxen haben.
 - (b) verstärkt Massnahmen gegen Übergewicht und Fettleibigkeit einzuleiten und bei Jugendlichen einen gesunden Lebensstil zu fördern, zu welchem auch körperliche Aktivität gehört. Ferner sollen die notwendigen Massnahmen zur Einschränkung der Vermarktung von stark fett-, zucker- und salzhaltigen Lebensmitteln bei Kindern ergriffen werden.

Stillen

58. Der Ausschuss ist erfreut darüber, dass die meisten Säuglinge im Vertragsstaat während der ersten Monate gestillt werden und dass neue Bestimmungen zur Entlohnung von Stillpausen während der Arbeitszeit verabschiedet wurden. Dennoch ist der Ausschuss besorgt darüber:
- dass nur wenige Kinder bis zum Alter von sechs Monaten ausschliesslich gestillt werden.
 - dass das Gesundheitspersonal ungenügend dazu geschult wird, wie wichtig es ist, ausschliesslich zu stillen.
 - dass lediglich 55 Prozent der Spitäler im Vertragsstaat das Label «Baby Freundliches Spital» besitzen.
 - dass es keine nationale Strategie zur Ernährung und zum Stillen von Säuglingen und Kleinkindern gibt.
 - dass nur wenige Bestimmungen des Internationalen Kodex für die Vermarktung von Muttermilchersatzprodukten vollständig in die nationale Gesetzgebung integriert wurden und die Vermarktung von Muttermilchersatzprodukten lediglich auf einem freiwilligen Verhaltenskodex basiert.
 - dass die nationalen Empfehlungen zum Stillen und zur Säuglingsernährung die einschlägigen WHO-Empfehlungen nicht berücksichtigen.
59. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat:
- seine Bestrebungen zur Förderung von ausschliesslichem Stillen und anschliessendem Weiterstillen zu verstärken, indem er Informationsmaterial einsetzt und auf die Bedeutung des Stillens und die Risiken von Muttermilchersatzprodukten aufmerksam macht.
 - die Schulung des Gesundheitspersonals hinsichtlich der Bedeutung des ausschliesslichen Stillens zu überprüfen und zu verbessern.
 - die Zahl der Spitäler mit dem Label «Baby Freundliches Spital» weiter zu erhöhen.
 - eine umfassende nationale Strategie zu den Ernährungspraktiken für Säuglinge und Kleinkinder zu entwickeln.
 - sicherzustellen, dass der Internationale Kodex für die Vermarktung von Muttermilchersatzprodukten streng befolgt wird.
 - sicherzustellen, dass die nationalen Empfehlungen zum Stillen und zur Säuglingsernährung den einschlägigen Empfehlungen der WHO entsprechen.
 - eine Verlängerung des Mutterschaftsurlaubs auf mindestens sechs Monate in Betracht zu ziehen.

Psychische Gesundheit

60. Der Ausschuss ist besorgt über die Häufigkeit der Diagnose Aufmerksamkeitsdefizit- Hyperaktivitäts-Störung (ADHS) oder Aufmerksamkeitsdefizit-Störung (ADS) und die damit zusammenhängende Verschreibung von psychotropen Substanzen, insbesondere von Methylphenidaten bei Kindern, trotz zunehmender Hinweise auf schädigende Folgen dieser Medikamente. Des Weiteren ist der Ausschuss besorgt über Berichte, wonach mit dem Schulverweis des Kindes gedroht wird, wenn Eltern der Behandlung ihrer Kinder mit psychotropen Substanzen nicht zustimmen.
61. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat:
- Studien zu nicht medikamentösen Diagnose- und Therapieansätzen bei ADHS und ADS durchzuführen.
 - sicherzustellen, dass die zuständigen Gesundheitsbehörden den Ursprung der Unaufmerksamkeit im Klassenzimmer ermitteln und die Diagnostik von psychischen Gesundheitsproblemen bei Kindern verbessern.
 - die Unterstützung für Familien zu verbessern, einschliesslich des Zugangs zu psychosozialer Beratung und psychologischer Unterstützung, und sicherzustellen, dass Kinder, Eltern, Lehrkräfte und andere Berufsgruppen, die mit oder für Kinder arbeiten, angemessene Informationen zu ADHS und ADS erhalten.
 - die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um zu verhindern, dass Druck auf Kinder und Eltern ausgeübt wird, einer Behandlung mit psychotropen Substanzen zuzustimmen.

Suizid

62. Der Ausschuss ist weiterhin besorgt über die hohe Anzahl Suizide bei Jugendlichen.
63. Im Sinne der allgemeinen Bemerkung Nr. 4 (2003) zur Gesundheit Jugendlicher empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat, die Verabschiedung des Nationalen Aktionsplans Suizidprävention, welcher die spezifischen Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen berücksichtigen sollte, voranzutreiben sowie dessen effektive Umsetzung zu gewährleisten.

Lebensstandard

64. Der Ausschuss begrüsst das 2009 in Kraft getretene Bundesgesetz über die Familienzulagen und weitere Massnahmen zur Bekämpfung von Armut, einschliesslich die Verabschiedung der Gesamtschweizerischen Strategie zur Armutsbekämpfung und das Nationale Programm zur Prävention und Bekämpfung von Armut 2014–2018. Dennoch ist der Ausschuss besorgt, dass die Zusatzleistungen für Familien, zu denen auch die Sozialhilfe zählt, in einigen Kantonen weiterhin niedrig sind.
65. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, das System der Familienzulagen und sonstigen Sozialleistungen für Familien weiter auszubauen, so dass alle Kinder in der Schweiz, auch jene von Flüchtlingen, Asylsuchenden und Migrantinnen und Migranten, einen angemessenen Lebensstandard haben.

G. Bildung, Freizeit und kulturelle Aktivitäten (Art. 28, 29, 30 und 31)**Bildung im Bereich Menschenrechte**

66. Der Ausschuss ist besorgt darüber, dass die Menschenrechte nicht in allen Kantonen integraler Teil der Schulbildung sind.
67. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, sicherzustellen, dass Pflichtmodule zur Kinderrechtskonvention und zu den Menschenrechten im Allgemeinen in die harmonisierten sprachregionalen Lehrpläne aufgenommen werden.

H. Besondere Schutzmassnahmen (Art. 22, 30, 32–33, 35–36, 37b–d, 38, 39 und 40)**Asylsuchende Kinder, Flüchtlingskinder und Sans-Papier-Kinder**

68. Der Ausschuss begrüsst das 2014 in Kraft getretene revidierte Asylgesetz, wonach Asylgesuche von unbegleiteten Minderjährigen prioritär zu behandeln sind. Er bleibt jedoch besorgt darüber, dass bei Asylverfahren von unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) «the best interest» des Kindes nicht immer vorrangig beachtet wird und dass im Zusammenhang mit dem Vorbehalt zu Artikel 10 der Konvention das Recht auf Familienzusammenführung für vorläufig aufgenommene Personen zu stark eingeschränkt ist. Ausserdem ist der Ausschuss besorgt darüber:
- dass bedeutende kantonale Unterschiede in Bezug auf die Aufnahmebedingungen, die Integrationsunterstützung und die Sozialleistungen für asylsuchende Kinder und Flüchtlingskinder bestehen; so gibt es beispielsweise Kinder, die in Militärbunkern oder Zivilschutzanlagen untergebracht werden.
 - dass «Vertrauenspersonen» für unbegleitete asylsuchende Kinder keine Erfahrung in der Kinderbetreuung oder auf dem Gebiet der Kinderrechte aufweisen müssen.
 - dass der Zugang asylsuchender Kinder zu weiterführenden Bildungsabschlüssen erschwert ist und keine harmonisierte Praxis für die Zulassung zu Berufsausbildungen besteht.
 - dass das beschleunigte Asylverfahren, das auch am Flughafen möglich ist, bei Kindern ebenfalls angewendet werden kann.
 - dass im Vertragsstaat eine beträchtliche Anzahl Sans-Papier-Kinder (Kinder ohne legalen Aufenthaltsstatus) lebt und dass diese Kinder mehrfacher Benachteiligung ausgesetzt sind, beispielsweise beim

Zugang zur Gesundheitsversorgung, zur Bildung (insbesondere auf Sekundarstufe) und zu Berufsausbildungen, und dass es keine Strategien zur Behebung dieser Benachteiligungen gibt.

69. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat:
- sicherzustellen, dass das Asylverfahren den spezifischen Bedürfnissen und Anforderungen von Kindern vollständig Rechnung trägt und im Verfahren «the best interest» des Kindes stets vorrangig beachtet wird.
 - sein System zur Familienzusammenführung, insbesondere jenes für vorläufig aufgenommene Personen, zu überprüfen.
 - landesweit Mindeststandards für Aufnahmebedingungen, Integrationsunterstützung und Fürsorge für Asylsuchende und Flüchtlinge, insbesondere Kinder, einzuführen und dafür zu sorgen, dass alle Empfangs- und Betreuungszentren kinderfreundlich sind und den geltenden UN-Normen entsprechen.
 - sicherzustellen, dass «Vertrauenspersonen» angemessen auf die Arbeit mit unbegleiteten asylsuchenden Kindern vorbereitet werden.
 - sicherzustellen, dass asylsuchende Kinder effektiv und diskriminierungsfrei Zugang zu Bildung und Berufsbildung erhalten.
 - das beschleunigte Asylverfahren nicht auf asylsuchende Kinder anzuwenden und Schutzmassnahmen zu treffen, damit das Recht auf die vorrangige Beachtung des «best interest» des Kindes immer gewährleistet wird.
 - Strategien und Programme zum Schutz vor sozialer Ausgrenzung und Diskriminierung von Sans-Papier-Kindern zu entwickeln und dafür zu sorgen, dass diese Kinder ihre Rechte, einschliesslich des Zugangs zu Bildung, Gesundheitsversorgung und Sozialleistungen, in der Praxis vollumfänglich wahrnehmen können.

Folgearbeiten zu den früheren Schlussbemerkungen und Empfehlung des Ausschusses zum Fakultativprotokoll betreffend die Beteiligung von Kindern an bewaffneten Konflikten

70. Der Ausschuss begrüsst die Revision des Militärstrafgesetzes, mit der ein limitiertes Weltrechtsprinzip für die Ahndung von Kriegsverbrechen eingeführt wird, sowie die Verabschiedung des Aktionsplans des EDA für den Schutz von Kindern, die in bewaffneten Konflikten Streitkräften oder bewaffneten Gruppen angeschlossen sind (2014–2016). Er ist jedoch weiterhin besorgt darüber, dass die Rekrutierung von Kindern durch nichtstaatliche bewaffnete Gruppen nicht ausdrücklich unter Strafe gestellt wird, und dass statistische Daten zu asylsuchenden, Flüchtlings- und Migrantenkindern fehlen, die im Ausland an bewaffneten Konflikten teilgenommen haben könnten.
71. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, die Rekrutierung von Kindern durch nichtstaatliche bewaffnete Gruppen ausdrücklich unter Strafe zu stellen und sein Datenerhebungssystem zu verbessern.

Jugendstrafrechtspflege

72. Der Ausschuss nimmt zur Kenntnis, dass mit der Revision des 2007 in Kraft getretenen Bundesgesetzes über das Jugendstrafrecht die Strafmündigkeit von 7 auf 10 Jahre heraufgesetzt wurde. Er nimmt ausserdem zur Kenntnis, dass die 2001 in Kraft getretene Schweizerische Jugendstrafprozessordnung vorsieht, Kinder während der Untersuchungshaft und in Strafvollzugseinrichtungen von erwachsenen Inhaftierten zu trennen. Dennoch ist der Ausschuss besorgt darüber:
- dass das Strafmündigkeitsalter nach wie vor unter den international akzeptierten Standards liegt.
 - dass Kindern nicht immer ein kostenloser Rechtsbeistand gewährt wird.
 - dass nach wie vor nur wenige Anwältinnen und Anwälte auf das Jugendstrafrecht und die Jugendstrafprozessordnung spezialisiert sind.
 - dass Kinder in Haftanstalten immer noch nicht von erwachsenen Inhaftierten getrennt werden.
73. Im Geiste der allgemeinen Bemerkung Nr. 10 (2007) zu den Kinderrechten im Jugendstrafrecht empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat eindringlich, sein Jugendstrafrechtssystem vollständig mit der Konvention und weiteren relevanten Standards in Einklang zu bringen. Insbesondere empfiehlt der Ausschuss dem Vertragsstaat eindringlich:
- die Strafmündigkeit auf ein international annehmbares Alter anzuheben.
 - sicherzustellen, dass Kinder Zugang zu einer unentgeltlichen Rechtsvertretung oder zu anderen geeigneten Unterstützungsleistungen haben.
 - sicherzustellen, dass alle an der Jugendstrafrechtspflege beteiligten Personen, zu denen auch Anwältinnen und Anwälte gehören, entsprechend geschult werden.
 - die Errichtung von angemessenen Haftanstalten voranzutreiben, damit Kinder nicht zusammen mit Erwachsenen inhaftiert werden.

I. Ratifizierung des Fakultativprotokolls betreffend das Mitteilungsverfahren

74. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat im Hinblick auf eine bessere Umsetzung der Kinderrechte, das Fakultativprotokoll der Kinderrechtskonvention zum Mitteilungsverfahren zu ratifizieren.

J. Ratifizierung von internationalen Menschenrechtsinstrumenten

75. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat im Hinblick auf eine bessere Umsetzung der Kinderrechte, die Internationale Konvention zum Schutz der Rechte aller Wanderarbeitnehmer und ihrer Familienangehörigen zu ratifizieren.

K. Zusammenarbeit mit regionalen Behörden

76. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, bei der Umsetzung der Konvention und weiterer Menschenrechtsinstrumente mit dem Europarat zusammenzuarbeiten, dies sowohl im Vertragsstaat selbst als auch in anderen Mitgliedstaaten des Europarats.

IV. UMSETZUNG UND BERICHTERSTATTUNG

A. Folgearbeiten und Bekanntmachung

77. Der Ausschuss empfiehlt dem Vertragsstaat, alle geeigneten Massnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass die in den vorliegenden Schlussbemerkungen enthaltenen Empfehlungen ausnahmslos umgesetzt werden. Ausserdem empfiehlt der Ausschuss, den Zweiten, Dritten und Vierten Staatenbericht, die schriftlichen Antworten des Vertragsstaates und die vorliegenden Schlussbemerkungen in die Landessprachen zu übersetzen und einer breiten Öffentlichkeit zugänglich zu machen.

B. Nächster Bericht

78. Der Ausschuss fordert den Vertragsstaat auf, den Fünften und Sechsten Staatenbericht bis am 25. September 2020 einzureichen und darin Angaben zu den Folgearbeiten zu den vorliegenden Schlussbemerkungen zu machen. Der Bericht sollte den am 1. Oktober 2010 verabschiedeten harmonisierten vertragsspezifischen Richtlinien des Kinderrechtsausschusses für die Berichterstattung (CRC/C/58/Rev. 2 und Corr. 1) entsprechen und höchstens 21 200 Wörter umfassen (siehe Resolution 68/268 Abs. 16 der Generalversammlung). Reicht der Vertragsstaat einen zu langen Bericht ein, wird er aufgefordert, ihn gemäss der genannten Resolution zu kürzen. Ist der Vertragsstaat nicht in der Lage, den Bericht zu überarbeiten und neu einzureichen, kann die Übersetzung und somit die Prüfung durch den Kinderrechtsausschuss nicht garantiert werden.
79. Der Ausschuss fordert den Vertragsstaat auf, ein aktualisiertes Basisdokument für die Berichterstattung einzureichen, das mit den Anforderungen des gemeinsamen Basisdokuments (Common Core Document) und dem am fünften Treffen des Interausschusses der Menschenrechtsvertragsorgane im Juni 2006 (HRI/GEN/2/Rev. 6, Kap. I) verabschiedeten harmonisierten Richtlinien übereinstimmt. Gemäss der Resolution 68/268 (Abs. 16) der Generalversammlung darf das Common Core Document höchstens 42 400 Wörter umfassen. ■



▷ l'âge minimum de la responsabilité pénale au Brésil. La déclaration a souligné que la réforme législative est incompatible avec les obligations internationales et, de plus, qu'elle contribue à stigmatiser davantage les adolescents comme des criminels en s'appuyant des préjugés qui règnent au sein de l'opinion publique envers les enfants en conflit avec la loi.

La situation des enfants détenus pour des délits liés à la drogue a été discutée lors de la Commission sur l'impact du problème mondial de la drogue sur les droits de l'Homme. Le Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'Homme a souligné que les enfants ne devraient pas faire l'objet de poursuites pénales, mais qu'à la place, des réponses sur la santé et l'éducation, le traitement, y compris les mesures de réduction des risques et la réinsertion sociale devraient être apportées.

Une résolution sur la question de la peine de mort a appelé tous les États, qui ne l'ont pas encore fait, à adhérer/ratifier le deuxième Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La résolution n'a malheureusement pas appelé explicitement à la non-application de la peine de mort aux personnes de moins de 18 ans, même si cela avait été proposé par l'UNICEF lors de la négociation autour du texte.

LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Les Objectifs du Développement Durable cherchent à se fonder sur les Objectifs de Millénaire pour le développement pour atteindre leur but : le respect des droits de l'Homme pour tous en équilibrant les trois dimensions du développement durable (économique, social et environnemental). Les ODD – composés de 17 objectifs généraux et 169 objectifs spécifiques – sont plus généralement un plan d'action pour l'humanité et la planète défini pour les 15 prochaines années (2015-2030). Les ODD sont interdépendants et intégrés, et visent bien sûr à améliorer la vie des enfants à travers un certain nombre d'objectifs clairs, tels que la réduction de la pauvreté, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, la violence contre les enfants, ainsi que d'un certain nombre d'autres domaines qui impactent la vie des enfants.

Les ODD ont été officiellement adoptés à New York à la fin du mois de septembre, au cours de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'adoption et la mise en œuvre des objectifs du développement durable ont été largement débattues au cours de la 30^e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève. DEI, en tant que membre du Groupe de travail sur les enfants et la violence de Child Rights Connect, a organisé un événement parallèle sur «la responsabilité et le contrôle de la violence à l'encontre des enfants dans les objectifs de l'Agenda mondial du développement durable Post 2015», en collaboration avec la Mission permanente de l'Uruguay. L'objectif de l'événement était d'examiner le rôle des mécanismes des droits de l'Homme (comme le Conseil des droits de l'Homme, l'Examen pério-

dique universel, et les organes conventionnels) dans la mise en œuvre effective des ODD, en particulier la violence contre les enfants. Il a été souligné que le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme devrait disposer d'une unité spécifique des droits de l'enfant intégrée dans sa structure, afin de mieux coordonner et améliorer les efforts visant à la réalisation des droits de l'enfant au sein de toutes les parties prenantes, principalement au sein de l'ONU elle-même.

Un événement parallèle a été organisée sur le thème «L'autonomisation des enfants et les Technologies de l'information et de la communication», présenté par la Mission permanente de la Belgique. L'événement était axé sur les différentes approches pour lutter contre les cas de violence sexuelle des enfants sur internet. Parmi les intervenants figuraient la Reine Mathilde de Belgique, le Représentant spécial du Secrétaire général sur la violence contre les enfants, l'UNICEF et Disney. Cet événement visait à informer la Journée annuelle du CDH sur les droits de l'enfant (mars 2016) sur les «Technologies de l'information et de la communication et de l'exploitation sexuelle des enfants». ▶

Mise en place de la Fondation Défense des Enfants International à Bruxelles

Message de Benoit van Keirsbilck, Président de DEI

JE VOUS ADRESSE CE MESSAGE AU NOM DU CONSEIL EXÉCUTIF INTERNATIONAL DE DEI (CEI) AFIN DE VOUS INFORMER D'UNE DÉCISION IMPORTANTE PRISE DANS LE BUT DE RENFORCER NOTRE MOUVEMENT. UNE FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE EST EN TRAIN D'ÊTRE FORMELLEMENT ÉTABLIE EN VERTU DE LA LOI BELGE, AVEC LE NOM DE «DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL-SERVICE MONDIAL (DEI-SM)» [DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL-WORLD SERVICE].

Le principal objectif de cette Fondation est de soutenir les efforts de collecte de fonds menés par le Secrétariat International (SI) et par DEI en général. En outre, la Fondation réalisera également des activités de lobbying et de plaidoyer au niveau des institutions européennes (à savoir l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, principalement). La Fondation sera opérationnelle une fois que le processus d'enregistrement officiel sera finalisé. Elle sera temporairement accueillie dans les locaux de DEI-Belgique, jusqu'à ce qu'elle ait les moyens d'être autonome. Initialement, lors de sa phase de démarrage, la Fondation sera dirigée par un stagiaire expérimenté qui sera supervisé par le SI et moi-même. DEI-SM sera un organe subsidiaire du Secrétariat international (SI) et, en tant que tel, strictement lié au Mouvement DEI. Conformément à ses statuts, il aura un comité composé par ses fondateurs respectifs (DEI-SI, DEI-Belgique et DEI-Pays-Bas) et par le président et les vice-présidents du Conseil Exécutif International (CEI) de DEI élus lors de chaque Assemblée Générale Internationale. Cela a été officialisé dans les statuts afin de garantir la continuité et la coordination avec les organes directeurs actuels de DEI. Le CEI travaille à définir la structure organisationnelle de ce nouvel organe, qui, comme mentionné ci-dessus, sera subordonné au SI et sera en conformité avec les articles 2, 27 et 33 des statuts de DEI.

DEI-SM collaborera avec les sections nationales et les bureaux régionaux de DEI à chaque occasion qui peut se présenter, en termes d'activités de financement ou de lobbying. Il impliquera toujours le SI, en tant que représentant principal du Mouvement, garant de l'unité de l'organisation, protégeant les valeurs et les principes du Mouvement. Afin de garantir que la Fondation puisse être immédiatement et effectivement opérationnelle, le CEI et le SI mettent en commun des ressources - en termes de fonds, de matériel et de moyens humains - avec le soutien de certaines sections DEI représentées au CEI qui ont accepté de fournir des ressources financières, matérielles et humaines pour garantir que la Fondation soit établie dans les délais. Je voudrais aussi encourager les autres sections nationales à nous aider, par tous moyens, afin de permettre à DEI-SM d'être opérationnel dès que possible. Je suis convaincu qu'il y aura des possibilités d'en discuter personnellement avec chacun d'entre vous, mais en attendant, je reste à votre disposition pour répondre à toutes les questions ou suggestions que vous pourriez avoir à ce sujet.

Merci pour votre attention.

Cordialement, Benoit van Keirsbilck

- ▷ Un Groupe d'étude sur la bonne gouvernance au sein du service public a eu lieu (24 septembre), dans lequel la corruption a été considérée comme l'un des principaux défis pour la réalisation de la bonne gouvernance dans les droits humains. Il a été noté que le secteur de l'éducation est de plus en plus ouvert à la privatisation qui ébranle le principe d'accès universel à l'éducation et le droit à l'éducation. DEI-Costa Rica a présenté une déclaration commune lors de ce panel, en mettant l'accent sur l'investissement dans les droits de l'enfant au cœur de la bonne gouvernance dans le service public. La déclaration appelle les États membres à mettre les droits de l'enfant au centre d'une prestation de service public transparente, participative, responsable et durable qui soient soutenue par une mobilisation des ressources suffisantes et équitables, et une distribution qui permettent la réalisation des droits de l'enfant.

GENRE

Au cours du débat annuel sur l'intégration de la perspective du genre (15 septembre), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme a déclaré que «aucun pays n'a encore réalisé l'égalité entre les hommes et les femmes».

Au cours de la demi-journée annuelle de débat sur les droits des peuples autochtones (22 septembre), le Rapporteur Spécial sur les droits des peuples autochtones a attiré l'attention sur la situation des femmes et des filles autochtones qui ont vécu une violation des droits humains grave, complexe, pluridimensionnelle, et qui constituait une forme de violence structurelle. DEI-Secrétariat international a prononcé une déclaration lors du débat général, au nom de DEI-Colombie, abordant la question de la violence à l'encontre des filles et des femmes dans la zone de Mitú Vaupés.

AFFAIRES

La Mission permanente de la Belgique a également organisé un autre événement parallèle sur «Les droits de l'enfant et les entreprises : le rôle des États – orientations concrètes et pratiques exemplaires», organisé conjointement avec l'UNICEF et la Commission internationale des juristes. L'objectif était de présenter un nouveau guide pour les États sur : comment mettre en œuvre l'Observation générale n° 16 du Comité des droits de l'enfant sur les obligations de l'Etat en ce qui concerne l'impact du secteur des entreprises sur les droits de l'enfant. Le guide «Obligations et actions sur les droits de l'enfant et les entreprises» offre des exemples concrets et des meilleures pratiques sur la façon de protéger et assurer la réalisation des droits de l'enfant dans le contexte des activités commerciales.

Le rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage a noté que les marques mondialement connues travaillant avec des chaînes d'approvisionnement complexes, adoptent de plus en plus des codes de conduite volontaires, qui interdisent l'utilisation du travail forcé, travail des enfants et autres pratiques esclavagistes, comme des pratiques de gestion. Le Rapporteur a reconnu, toutefois, que «le droit à un recours effectif est resté compliqué, en particulier pour les travailleurs les plus vulnérables dans les chaînes d'approvisionnement».

MIGRATION

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'Homme met en place une étude sur le problème mondial des enfants et adolescents migrants non accompagnés et les droits de l'Homme. Dans le cadre de cette étude, le Comité consultatif appelle la société civile, et demande à ce qu'un questionnaire soit complété et envoyé à hrcadvisorycommittee@ohchr.org avec comme objet: Les enfants et les adolescents migrants non accompagnés.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies a fourni un compte rendu verbal dans lequel il a abordé la situation des migrants en Europe et dans le monde, et les difficultés rencontrées par la communauté internationale en termes de ressources disponibles pour faire face à la crise.

Un événement parallèle sur le droit à la nationalité pour chaque enfant a été organisé par la Mission permanente de l'Uruguay et l'Institute of Statelessness & Inclusion (ISI). L'événement été centré sur la mise en œuvre de l'article 7 de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant sur l'apatridie et l'Objectif du Développement Durable sur l'identité juridique. Lors de cet événement le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a noté qu'il devrait être obligatoire pour les États d'assister l'enregistrement des naissances et de veiller à ce que les enfants nés sur leur territoire obtiennent la nationalité pour éviter les risques d'apatridie.

CONFLITS ARMÉS

Au cours du débat général sur les droits de l'Homme en Palestine et autres territoires arabes occupés (28 septembre), l'Etat de Palestine – parlant en tant que pays concerné – a réitéré nombre de ses préoccupations permanentes en ce qui concerne les violations graves des droits humains, en mentionnant en particulier la récente attaque contre la mosquée Al Aqsa, et l'utilisation par Israël de balles réelles contre les manifestants. En outre, la bande de Gaza est restée sous un blocus terrestre, maritime et aérien pendant neuf ans, ce qui rend la reconstruction de milliers de bâtiments détruits pendant l'incursion israélienne en 2014 impossible. Il a également noté que les détenus pales-

L'Étude Globale sur les Enfants Privés de Liberté

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES (SGNU) A ENFIN PRIS UNE DÉCISION (DEPUIS L'ADOPTION DE LA RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES EN DÉCEMBRE 2014, SOLLICITANT L'ÉTUDE) ET A NOMMÉ LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS AFIN DE FACILITER LA PHASE PRÉPARATOIRE, À PARTIR DE MAINTENANT JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE CIVILE, QUI INCLURAIT LA MISE EN PLACE DES EXIGENCES OPÉRATIONNELLES POUR LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DE L'ÉTUDE.

À cette fin, le Représentant Spécial du Secrétaire Général aura comme mission de:

- coordonner un groupe interinstitutionnel (ceux mentionnés dans le paragraphe 51.d de la résolution 69/157 de l'AGNU), qui consiste à nommer un Expert Indépendant pour mener l'Étude;
- identifier les sources de financement;
- recueillir systématiquement des informations substantives disponibles sur les sujets pertinents.

Les dispositions pour les prochaines étapes (y compris les réunions avec les ONG, etc.) seront partagées avec les parties prenantes concernées, et DEI-SI fera en sorte d'impliquer toutes les sections nationales de DEI le moment venu.



tiens sont souvent victime de torture. DEI-Secrétariat International a prononcé une déclaration au nom de DEI-Palestine, pour appeler le HRC à condamner l'usage de la force excessive israélienne dans la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, contre des Palestiniens non armés; et demande à ce que les forces israéliennes, en tout temps, agissent en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur l'utilisation de la force et des armes à feu par les responsables de l'application du droit (1990).

Le rapport de la Commission d'enquête sur la République Arabe Syrienne-COI/Syrie a été présenté au Conseil (21 septembre). Le rapport a souligné que les parties au conflit continuent de recruter et d'utiliser des enfants : des milliers d'enfants ont été exécutés par le soi-disant Etat islamique et tués ou blessés dans les bombardements aériens du gouvernement. Dans une résolution, le CDH a exigé que les autorités syriennes coopèrent pleinement avec COI/Syrie en accordant un accès à son territoire immédiat, complet et sans restriction. Il a également condamné fermement les violations continues, systématiques, répandues et graves des droits de l'Homme ainsi que toutes les violations du droit international humanitaire par toutes les parties.

Un événement parallèle sur les enfants dans les conflits armés a été co-organisé par l'Union Européenne et l'Union africaine. L'événement a été centré sur les politiques comparées et partagées menées par les deux mécanismes régionaux.

La prochaine session du Conseil des droits de l'homme (HRC-31) aura lieu en mars 2016. Les enjeux et questions qui seront abordés porteront, entre autres, sur : la violence contre les enfants; la vente d'enfants; l'enregistrement des naissances; les enfants et les conflits armés; la torture; la démocratie et l'État de droit; les handicapés; les défenseurs des droits de l'Homme; l'intégrité du système judiciaire et l'intégration.

La Journée annuelle sur les droits de l'enfant aura lieu au cours de la 31^e session du

La prochaine session du Comité des droits de l'enfant (71^e session) se tiendra du 11 au 29 Janvier 2016. Les pays examinés où DEI dispose d'une section nationale sont : le Bénin et la France.

CDH en 2016, le thème défini est « Technologies de l'information et de la communication et exploitation sexuelle des enfants ». Comme mentionné précédemment, le HCDH invite les ONG à fournir des soumissions pour compléter son rapport; les informations doivent être envoyées à : registry@ohchr.org et iguerras-delgado@ohchr.org.

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT DES NATIONS UNIES

Au cours de sa 70^e session (14 septembre-02 octobre), le Comité des droits de l'enfant a examiné – parmi les pays où DEI dispose d'une section nationale – le

Brésil, en vertu de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et ses deux Protocoles facultatifs. DEI-Brésil/ANCD avait présenté le rapport d'une partie prenante au Comité pour l'examiner, et ses représentants sont venus à Genève pour suivre

les discussions et rencontrer les membres du Comité. L'impact du travail de plaidoyer de la section DEI-Brésil, conjointement avec le SI, a été un succès lorsque les recommandations clés ont été mises en avant par le Comité au gouvernement du Brésil, en particulier sur la question de la justice des mineurs. ■

DROITS DE L'ENFANT EN SUISSE

La population votante suisse est clairement en faveur du congé paternité

Communiqué de presse de Travail.Suisse

TRAVAIL.SUISSE, L'ORGANISATION FAÏTIÈRE INDÉPENDANTE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, A PUBLIÉ AUJOURD'HUI LES RÉSULTATS D'UN SONDAGE REPRÉSENTATIF SUR LE CONGÉ PATERNITÉ.

Les résultats ne pourraient pas être plus clairs : Plus de 80% des votants suisses veulent un congé paternité payé et ancré dans la loi. L'adhésion est élevée et stable dans toutes les couches de la population, des tranches d'âges et autant chez les hommes que chez les femmes. Cela indique que le moment est plus que favorable pour mettre en place le congé paternité. C'est désormais à la Commission sociale du Conseil des États de prendre acte des signes du moment et d'attribuer un mandat concret pour une loi correspondante.

Avec le sondage représentatif de l'institut Link, Travail.Suisse a obtenu, pour la première fois, des données fiables sur les avis des votants suisses concernant le congé paternité. La tendance que le congé paternité correspond à un besoin important, constatée depuis longtemps, se trouve ainsi confirmée. Plus de 80% des votants sont pour que le père ait légalement droit à un congé paternité payé après la naissance de

son propre enfant. La demande est soutenue de manière très forte (presque 90%) par les pères et mères entre 30 et 44 ans. Elle est largement soutenue par l'ensemble des votants. Aucun groupe de la population n'affiche une adhésion inférieure à 70%. Malgré la tendance des jeunes votants de se prononcer plus fortement en faveur de cette revendication, l'adhésion générale est tout à fait évidente, également dans le groupe d'âges allant de 60 à 74 ans. Les pères qui n'ont pas pu bénéficier eux-mêmes d'un congé paternité se prononcent clairement en faveur d'une telle loi.

La majorité de la population veut deux à quatre semaines de congé paternité

Les personnes ayant participé au sondage ont également été questionnées sur la durée idéale du congé paternité. Environ 40% de ceux qui se déclarent, par principe, en faveur d'un congé paternité souhaitent un congé de 4 semaines ou plus. Une autre partie comprenant bien 40% se prononce pour deux semaines. Le reste considère une durée plus courte comme suffisante. Les pères, quant à eux, souhaiteraient un congé ▶



▷ un peu plus long que l'ensemble de la population. Les résultats de l'étude avec des graphiques peuvent être consultés sur le site : www.travaillsuisse.ch.

Action «Du temps pour les papas» 30 août 2015 à Berne

La génération actuelle des pères demande désormais des démarches concrètes de la part du monde politique. Sur www.papizeit.ch/fr, presque 200 pères ont déjà déclaré en texte et en images, pourquoi le congé paternité était nécessaire. Le 1^{er} septembre, la Commission sociale du Conseil des États peut donc acter le besoin exprimé et accorder un congé paternité de deux semaines. Cela permettrait d'attribuer explicitement le mandat pour créer une loi correspondante. Travail.Suisse et d'autres organisations attirent à nouveau l'attention sur cette demande importante avec l'action «Du temps pour les papas», qui aura lieu le 30 août à la Waisenhausplatz à Berne. D'autres informations sont accessibles à l'adresse suivante: www.balade-poussette.ch. Pour Matthias Kuert Killer, responsable de la politique sociale de Travail.Suisse, une chose est claire : «Il faut un congé paternité et il le faut maintenant !». ■

PLUS D'INFORMATIONS :

Martin Flügel
Président
Tél. 079 743 90 05

Matthias Kuert Killer
Responsable de la politique sociale
Tél. 079 777 24 69

Schweizer Stimmbevölkerung ist klar für einen Vaterschaftsurlaub

TRAVAIL.SUISSE, DIE UNABHÄNGIGE DACHORGANISATION DER ARBEITNEHMENDEN, HAT HEUTE DIE ERGEBNISSE EINER REPRÄSENTATIVEN UMFRAGE ZUM VATERSCHAFTSURLAUB VERÖFFENTLICHT.

Die Resultate könnten eindeutiger nicht sein: Über 80 Prozent der Schweizer Stimmberechtigten wollen einen gesetzlich festgelegten und bezahlten Vaterschaftsurlaub. Die Zustimmung ist über alle Bevölkerungsschichten, Altersgruppen und über beide Geschlechter stabil hoch. Das zeigt: Die Zeit ist überreif für den Vaterschaftsurlaub. Es ist nun an der Sozialkommission des Ständerates, die Zeichen der Zeit am 1. September zu erkennen und den konkreten Auftrag für ein entsprechendes Gesetz zu erteilen. weniger

Mit der repräsentativen Umfrage des Link-Instituts hat Travail.Suisse zum ersten Mal verlässliche Aussagen über die Ansichten der Schweizer Stimmbevölkerung hinsichtlich des Vaterschaftsurlaubs gewonnen. Dabei bestätigt sich die schon früher festgestellte Tendenz, dass der Vaterschaftsurlaub einem starken Bedürfnis entspricht: Über 80 Prozent der Stimmberechtigten sind dafür, dass Väter nach der Geburt eines eigenen Kindes einen gesetzlichen Anspruch auf einen bezahlten Vaterschaftsurlaub haben. Überaus stark wird das Anliegen von den 30-44-jährigen Müttern und Vätern unterstützt (fast 90 Prozent Zustimmung). Das Anliegen ist in der Stimmbevölkerung breit abgestützt. Keine Bevölkerungsgruppe weist eine Zustimmung von unter 70 Prozent aus. Obwohl in der Tendenz die jüngeren Stimmberechtigten dem Anliegen etwas stärker zustimmen, ist die Zustimmung z.B. auch in der Altersgruppe der 60-74-Jährigen überaus deutlich. So befürworten auch die Väter, die selber noch keinen Vaterschaftsurlaub hatten, einen solchen deutlich.

Das Gros der Bevölkerung will zwei bis vier Wochen Vaterschaftsurlaub

Die Umfrageteilnehmenden wurden auch zur idealen Dauer des Vaterschaftsurlaubs befragt. Etwas über 40 Prozent derjenigen, welche sich grundsätzlich für einen Vaterschaftsurlaub aussprechen, tendieren zu einer Auszeit von 4 Wochen oder mehr. Weitere gute 40 Prozent sprechen sich für zwei Wochen aus. Der Rest erachtet eine kürzere Dauer als genügend. Die Väter selber möchten tendenziell einen etwas längeren Urlaub als die Gesamtbevölkerung. Die Resultate der Studie mit Grafiken können im Anhang eingesehen werden.

Papizeit-Aktion am nächsten Sonntag (30. August 2015) in Bern

Die heutige Generation der Väter verlangt nun einen ersten konkreten Schritt der Politik. Auf www.papizeit.ch haben schon fast 200 Väter ihr Statement in Wort und Bild abgegeben, warum es einen Vaterschaftsurlaub braucht. Am 1. September kann die Sozialkommission des Ständerats dem geäusserten Bedürfnis Nachachtung verschaffen und einen zweiwöchigen Vaterschaftsurlaub gutheissen. Damit würde erstmals der Auftrag verankert, ein entsprechendes Gesetz zu schaffen. Travail.Suisse und weitere Organisationen machen mit einer Papizeit-Aktion am 30. August auf dem Berner Waisenhausplatz nochmals auf das wichtige Anliegen aufmerksam. Weitere Infos gibt es unter www.kinderwagen-rallye.ch. Für Matthias Kuert Killer, Leiter Sozialpolitik bei Travail.Suisse, ist klar: „Es braucht den Vaterschaftsurlaub jetzt!“.

FÜR MEHR INFORMATIONEN: Martin Flügel, Präsident, Tel. 079 743 90 05
Matthias Kuert Killer, Leiter Sozialpolitik, Tel. 079 777 24 69

COMITÉ CONTRE LA TORTURE

LE COMITÉ CONTRE LA TORTURE A EXAMINÉ LE RAPPORT DE LA SUISSE LORS DE SA 55^e SESSION (DU 27 JUILLET AU 14 AOÛT 2015).

Le Comité a notamment insisté sur la situation des personnes intersexes, en réaction au rapport alternatif soumis par des organisations œuvrant pour le droit de ces personnes. Le Comité a explicitement demandé à la Suisse de cesser de soumettre les enfants «à des traitements médicaux ou chirurgicaux visant à déterminer le sexe d'un enfant qui ne présentent aucun caractère d'urgence médicale» et de «rendre les mesures législatives, administratives et autres mesures nécessaires pour garantir le respect de l'intégrité physique et l'autonomie des personnes intersexuées».

Le Comité a également exprimé ses préoccupations sur la détention administrative d'enfants migrants et les conditions d'accueil des mineurs demandeurs d'asile, dont certains sont hébergés dans des bunkers militaires.

Le Comité recommande à l'Etat partie de :

- continuer de mener des campagnes de sensibilisation du public, en particulier des jeunes, visant à combattre la violence familiale et les stéréotypes sexistes;
- prendre les mesures législatives, administratives et autres mesures nécessaires pour garantir le respect de l'intégrité physique et l'autonomie des personnes intersexuées et que nul ne soit soumis durant l'enfance à des traitements médicaux ou chirurgicaux visant à déterminer le sexe d'un enfant qui ne présentent aucun caractère d'urgence médicale, ainsi que l'a recommandé la Commission nationale d'éthique pour la médecine humaine et le Comité des droits de l'enfant;
- d'assurer des services de conseil et un accompa-



gnement psychosocial gratuit pour les personnes concernées et leurs parents et de les informer sur la possibilité de rapporter toute décision sur des traitements non nécessaires jusqu'à que la personne concernée puisse se prononcer par elle-même;

- d'enquêter sur les cas de traitements médicaux ou chirurgicaux que des personnes intersexuées auraient subis sans avoir donné leur consentement effectif et d'adopter des mesures législatives afin d'accorder réparation à toutes les victimes, y compris une indemnisation adéquate. ■

tion ne renforce pas l'estime de soi et ne garantit pas un développement harmonieux de l'enfant.

Sujet pas clos

Le Conseil fédéral a déjà refusé d'autres interventions en ce sens et le Parlement l'a toujours suivi. Le sujet n'est toutefois pas clos. Le comité de l'ONU sur les droits de l'enfant a déploré début janvier l'absence de disposition pénale suisse interdisant les châtiments corporels.

La France a de son côté été épinglée en mars par le Conseil de l'Europe. Dans le sillage de la Suède, pionnière en la matière, 27 des 47 pays membres du Conseil de l'Europe ont adopté à ce jour une législation interdisant les châtiments aux enfants en toutes circonstances, sans marge d'appréciation pour les juges. ■

Source: ATS

Gifles et fessées

LE CONSEIL FÉDÉRAL ESTIME QUE L'INTERDICTION EXPLICITE DES CHÂTIMENTS CORPORELS EST SUPERFLUE ET REJETTE AINSI UNE MOTION ÉMANANT DE LA SOCIALISTE CHANTAL GALLADÉ.

La législation suisse n'interdit pas explicitement les fessées ou autres châtiments corporels. Contre l'avis de la conseillère nationale Chantal Galladé (PS/ZH), le Conseil fédéral estime superflu d'y remédier.

Il rejette une motion de la socialiste. Les parents avaient droit de correction sur leur progéniture jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau droit de l'enfant en 1978, rappelle le gouvernement dans sa réponse publiée jeudi.

Même si l'actuel code civil n'interdit pas expressément les châtiments corporels, il correspond à l'opinion selon laquelle le droit des parents d'en infliger à leur enfant n'est pas compatible avec le bien de celui-ci. Ce n'est pas nécessaire de le modifier. Il en va de même du code pénal car depuis 1990, les voies de fait répétées sur les personnes à charge, notamment sur les enfants, sont poursuivies d'office.

Par ailleurs, toute procédure pénale au sein d'une famille met en danger l'équilibre qui y règne et peut être néfaste à l'enfant. Le Conseil fédéral estime donc qu'un système développé d'assistance aux enfants et aux jeunes, combiné à des mesures de sensibilisation est bien plus efficace que l'inscription d'une interdiction des châtiments corporels dans la loi.

Pour la motionnaire, un cadre légal très clair protégerait au contraire l'enfant. Le châtiment corporel ne constitue pas une méthode d'éducation et ne permet pas à l'enfant d'apprendre à réagir de manière constructive, argumente Chantal Galladé. L'enfant est poussé à reproduire la violence. En outre, la correc-



Bundesrat will es nicht verbieten Eltern dürfen Kinder weiter ohrfeigen

DER BUNDES RAT FINDET, DASS ELTERN IHRE KINDER NICHT KÖRPERLICH ZÜCHTIGEN SOLLTEN. EIN EXPLIZITES VERBOT LEHNT ER ABER AB. SENSIBILISIERUNG BRINGT AUS SEINER SICHT MEHR.

Der Bundesrat spricht sich deshalb gegen eine Motion der Zürcher SP-Nationalrätin Chantal Galladé aus. Galladé will mit einem Verbot Kinder besser schützen. Körperliche Züchtigung taugt nicht als Erziehungsmittel, hält sie fest. Damit werde Gewalt gelehrt und oft eine gesunde Entwicklung des Kindes behindert. Die Anzahl Misshandlungen habe zugenommen, so Galladé.

Der Bundesrat widerspricht ihr nicht, was die Beurteilung körperlicher Züchtigung angeht. Ein Züchtigungsrecht der Eltern sei heute mit dem Kindeswohl nicht mehr vereinbar, schreibt er in seiner am Donnerstag veröffentlichten Antwort auf den Vorstoss. Das heutige Zivilgesetzbuch entspreche dieser Auffassung.

Früher waren Eltern explizit befugt, «die zur Erziehung der Kinder nötigen Züchtigungsmittel anzuwenden». Mit dem neuen Kindesrecht sei diese Bestimmung 1978 aufgehoben worden, hält der Bundesrat fest. Ein explizites Verbot sei nicht notwendig.

Auch im Strafrecht bedarf es aus Sicht des Bundesrates keiner Änderung. Seit 1990 seien wiederholt begangene Tötlichkeiten gegenüber Schutzbefohlenen, namentlich Kindern, von Amtes wegen zu verfolgen, gibt die Regierung zu bedenken. Für vorsätzliche Körperverletzungen gelte dies ohnehin.

Mit der heutigen Regelung gibt aus Sicht des Bundesrates keinen Anspruch auf körperliche Züchtigung. Der Bundesrat will auch kein Verbot, weil jedes Strafverfahren innerhalb der Familie zu einer Belastung führe. Dies könne letztlich auch dem Kindeswohl abträglich sein, argumentiert er.

Mit einem gut ausgebauten Kinder- und Jugendhilfesystem sowie aktiven Sensibilisierungsmassnahmen, die auf eine Änderung der Einstellung und des Verhaltens zielen, sei mehr zu erreichen. Über den Vorstoss entscheidet nun das Parlament. Bei früheren Gelegenheiten hat es sich gegen ein Züchtigungsverbot ausgesprochen. (SDA)

JUSTICE JUVENILE

GABRIELA KNAUL, RAPPORTEUSE SPÉCIALE SUR L'INDÉPENDANCE DES JUGES ET DES AVOCATS

Protéger les Droits de l'Enfant dans le système de justice

Rapport présenté lors de la session du Conseil des Droits de l'Homme

Le présent rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats porte sur la protection des droits de l'enfant dans le système de justice et sur le rôle essentiel que doivent jouer les juges, les procureurs et les avocats dans la promotion des droits fondamentaux de l'enfant et l'application des normes, règles et principes internationaux relatifs aux droits de l'Homme au niveau national.

La Rapporteuse spéciale s'est efforcée d'aller au-delà de la notion quelque peu restreinte de justice pour mineurs pour s'intéresser aux différentes expériences vécues par les enfants lorsqu'ils ont affaire à la justice, que ce soit en tant que victimes ou témoins, parce qu'ils ont enfreint la loi ou en tant que partie à une procédure judiciaire.

Après un bref exposé des activités menées par la Rapporteuse spéciale en 2014-2015, le présent rapport se poursuit par une section thématique composée de cinq parties. La première partie décrit le cadre juridique et les principes fondamentaux sur lesquels la Rapporteuse spéciale a fondé son analyse des conditions nécessaires à l'instauration d'une justice soucieuse des enfants. La deuxième partie est consacrée à l'accès des enfants à la justice et à l'aide juridictionnelle. La troisième partie énonce les garanties nécessaires pour assurer le respect, la protection et la mise en œuvre des droits de l'enfant aux différents stades de la procédure judiciaire, y compris le prononcé de la peine. La quatrième partie traite de l'importance de prévoir pour les enfants des mesures autres que les procédures judiciaires. Enfin, dans la dernière partie, la Rapporteuse spéciale attire l'attention sur la nécessité de dispenser une éducation, une formation et un perfectionnement spécialisés et de qualité aux juges, aux procureurs et aux avocats. Les sections IV et V contiennent des conclusions et un certain nombre de recommandations.

La Rapporteuse spéciale conclut que ce n'est qu'en mettant tout en œuvre pour instaurer une justice soucieuse des enfants que l'on parviendra à renforcer l'état de droit, à accroître les possibilités de chacun d'exercer ses droits fondamentaux et à construire des sociétés démocratiques prospères. Quel que soit leur statut au regard du système de justice, les enfants ont des droits, des besoins et des intérêts spécifiques auxquels il convient d'accorder une importance primordiale.

Communiqué de presse (en anglais)

A NE PAS MANQUER

À partir de 2015, le 18 novembre devient la Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

QUEL EST L'OBJECTIF DE LA NOUVELLE JOURNÉE EUROPÉENNE ?

L'exploitation et les abus sexuels des enfants demeurent une réalité tragique pour toutes nos sociétés. Il s'agit d'une violation grave des droits des enfants qui a des conséquences durables et souvent néfastes pour leur vie entière.

Afin de prévenir ces crimes, de poursuivre leurs auteurs et de protéger les victimes, le Conseil de l'Europe et ses États membres doivent s'assurer que les parents, les éducateurs, les ONG et les décideurs ne se dérobent pas à ce problème, mais qu'ils en fassent part, discutent des moyens pour le résoudre et prennent des mesures concrètes pour y parvenir.

Les objectifs de la journée européenne sont donc les suivants :

- sensibiliser l'opinion publique à l'exploitation et aux abus sexuels des enfants, et à la nécessaire prévention de tels actes;
- favoriser des discussions ouvertes sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, et aider à prévenir et à éliminer la stigmatisation des victimes;
- promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la Convention de Lanzarote, instrument juridiquement contraignant unique qui engage les États européens à incriminer toutes les formes d'abus sexuels commis sur des enfants et qui précise les moyens de les combattre.



La journée européenne complétera le travail réalisé par le Conseil de l'Europe et ses États membres dans le contexte de la Campagne UN sur CINQ contre la violence sexuelle à l'égard des enfants, qui s'achèvera en novembre 2015. Les activités menées dans le cadre de la journée européenne aideront à maintenir l'élan ainsi créé.

Cela sera aussi l'occasion d'expliquer ce que le Conseil de l'Europe fait pour la protection

des droits de l'enfant, conformément à la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte sociale européenne et la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant.

A QUI S'ADRESSE LA JOURNÉE EUROPÉENNE ?

Cette journée est destinée aux enfants et à tous ceux qui interagissent avec les enfants à titre personnel ou professionnel :

- les parents;
- les autorités locales, régionales et nationales;
- les professionnels qui travaillent avec des enfants, notamment les éducateurs, les entraîneurs sportifs, le personnel des organes chargés de l'application des lois, etc.;
- les organisations non gouvernementales ;
- le secteur privé.

DE QUELLE FAÇON SERA CÉLÉBRÉE LA JOURNÉE EUROPÉENNE ?

L'organisation de la journée européenne est flexible et décentralisée. Les États membres du Conseil de l'Europe s'approprient la célébration de la journée européenne. Ils mèneront des actions nationales et décideront eux-mêmes des initiatives à prendre, en particulier par l'utilisation des médias sociaux, de réseaux déjà existants, et en impliquant activement la société civile. Les actions possibles sont multiples. Elles comprennent des conférences dans les écoles, des discussions, des flash mobs, des tournées, des projections de films sur le thème de la violence sexuelle contre les enfants, des initiatives créatives et des événements médiatiques. Le Conseil de l'Europe mettra en place en 2016 une page web présentant :

- les ressources existantes pour mener des actions de sensibilisation développées dans le cadre de la Campagne UN sur CINQ, notamment le Manuel à l'usage des parlementaires, le Pacte des villes et régions, le matériel de sensibilisation « Kiko et la main » et les supports audiovisuels déjà existants ;
- une liste d'événements organisés au niveau national.

Contact : EndChildSexAbuse